

LA BOURSE D'ALGER SE DIGITALISE

Un système de cotation en ligne dès 2024

La bourse d'Alger se modernise. Un nouveau système d'information sera opérationnel en 2024. L'annonce a été faite par Imane Talhi, cadre à la Bourse d'Alger, ce dimanche, à l'ouverture d'une journée d'étude sur les enjeux de la finance inclusive. «La Bourse d'Alger sera bientôt digitalisée. Nous sommes engagés pour l'acquisition d'une plateforme qui va permettre une connexion à distance au marché de la Bourse», a-t-elle expliqué, en relevant que ce système est actuellement en phase d'essai. P 3



STATIONS DE DESSALEMENT
D'EAU DE MER

Le raccordement aux réseaux de distribution en décembre 2024

Le raccordement de cinq stations de dessalement d'eau de mer, à travers le pays, aux réseaux de distribution d'eau potable interviendra au mois de décembre 2024, a annoncé à partir de Boumerdes le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal.

P 2

LE MINISTRE DE LA POSTE
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
L'A ANNONCÉ :

«Nous visons atteindre 100 millions d'opérations d'e-paiement en 2024»



Le ministère de la Poste et des Télécommunication ambitionne d'atteindre la barre de 100 millions d'opérations d'e-paiement en 2024 et de 60 millions à fin 2023. Plusieurs projets visant au renforcement des moyens de paiement électroniques sont en cours d'étude par Algérie Poste, a fait savoir le ministre du secteur, Karim Bibi Triki.

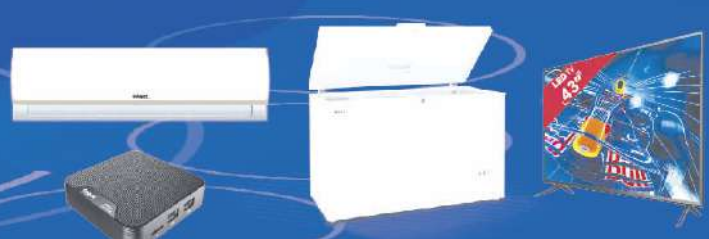
P 5

APN

Adoption du projet de loi de Finances rectificative pour 2023

Les membres de l'Assemblée populaire nationale ont adopté, dimanche, à la majorité, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, qui prévoit la prise en charge des dépenses régulières supplémentaires liées principalement à des mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des familles, à renforcer la sécurité alimentaire, et soutenir le programme d'investissement public au profit de certaines wilayas, rapporte l'agence officielle.

P 3



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، مع جـيـون

DIRECTION
GÉNÉRALE DES
IMPÔTS

Des portes
ouvertes sur
les services
numériques

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a supervisé, hier dimanche, le lancement Des portes ouvertes sur les services numérisés de l'administration fiscale, et ce dans le cadre de la modernisation de la fiscalité et la facilitation des procédures auxquelles sont soumis les contribuables. Cet événement a été organisé sous le thème: « Des services digitalisés afin d'alléger et d'améliorer la qualité des services liés aux impôts ».

Les assujettis sont édifiés sur le numéro d'article, le certificat d'existence, les G50 et toute autre procédure fiscale. Désormais, une grande partie des prestations et obligations sont accomplies en ligne.

Cette initiative vise à «faire connaître les prestations numériques fournies aux citoyens et aux contribuables, bâtir une relation de proximité avec eux en vue de promouvoir la conscience fiscale, sensibiliser aux modalités d'utilisation de ces prestations et faire connaître les avantages qu'offrent les mesures fiscales en ligne», a précisé la DGI dans un communiqué.

Les prestations numériques assurées par la DGI concernent, entre autres, l'immatriculation fiscale, les démarches fiscales en ligne via "Ji-baya'tic" et "Moussahama'tic", la consultation ou le téléchargement des documents et des formulaires fiscaux sur son site et la prise en charge de toutes les doléances et les demandes de renseignement via les liens dédiés.

L'organisation de ces Portes ouvertes coïncide avec le lancement des systèmes "Ji-baya'tic" et "Moussahama'tic" au niveau de plusieurs centres relevant de la DGI, qui poursuit la modernisation de ses services grâce à la mobilisation de toutes ses ressources matérielles et humaines.

R.E.

STATIONS DE DESSALEMENT D'EAU DE MER

Le raccordement aux réseaux de distribution en décembre 2024

Le raccordement de cinq stations de dessalement d'eau de mer, à travers le pays, aux réseaux de distribution d'eau potable interviendra au mois de décembre 2024, a annoncé à partir de Boumerdes le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal.

Par R.E.

«Le secteur s'est lancé le défi d'achever le raccordement de ces stations. Les travaux ont été effectivement lancés, et nous souhaitons qu'ils soient menés à un rythme plus soutenu, en vue de leur livraison dans les délais», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse à l'issue d'un exposé sur ces projets de raccordement, dans le cadre d'une visite d'inspection du projet de raccordement de la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Cap Djinet-2 au réseau de distribution

d'eau potable. Après avoir assuré que son département ministériel a assuré toutes les facilitations requises aux entreprises réalisatrices, M. Derbal a insisté sur la «nécessité d'achever les travaux dans les délais et avec la qualité requise». Il a, également, appelé les responsables en charge du projet «au respect du système de travail stipulé dans le cahier des charges en vue d'atteindre les objectifs fixés, dans les délais». Il a, en outre, qualifié ces projets de "structurels et stratégiques" pour le pays, au vu, a-t-il dit, de leur «impact considérable sur l'amélioration

du service public de distribution d'eau potable, au même titre que sur le plan économique, en assurant l'eau pour le secteur industriel et l'irrigation agricole». Selon les explications fournies, sur place, au ministre, «l'entrée en service des projets de raccordement portera de 25% à 62% le volume d'eau de mer dessalée destinée à l'alimentation de Boumerdes, produite à partir de la SDEM de Cap Djinet 2, d'une capacité de près de 300.000 M3 d'eau /Jour». Le taux d'alimentation des habitants d'Alger à partir de la même station, sera porté, quant à lui, à 82%, contre 42% actuellement. Le

ministre a estimé que ces augmentations dans la dotation en eau sont synonymes de «hausse du niveau de satisfaction des besoins des habitants de ces deux wilayas, en cette denrée vitale». «Une fois opérationnel, l'importance stratégique de ce projet résidera dans la possibilité de transfert, en cas de besoin, de l'eau dessalée de la SDEM de Cap Djinet 2, vers les wilayas de Tizi-Ouzou, Médéa, Bouira et M'sila, à travers son raccordement au système du barrage Koudiet Asserdoun (Bouira), assurant leur alimentation présentement», a estimé le ministre.

PROGRAMMES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Introduction de l'anglais technique

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a annoncé, hier dimanche depuis le Centre de Recherche Scientifique et Technique sur les Régions Arides (CRSTRA) de Biskra, l'introduction de l'anglais technique dans les programmes de formation professionnelle.

Le ministre, qui présidait par visioconférence la cérémonie officielle de rentrée de la session d'octobre 2023 du secteur, a précisé que l'introduction de la langue anglaise avait pour objectif d'améliorer le niveau et les compétences des stagiaires, et de préparer la main-d'œuvre algérienne aux besoins des entreprises étrangères investissant dans le pays.

M. Merabi, accompagné du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et des autorités locales, a souligné que dans le cadre de cet effort, un guide technique et

pédagogique en anglais technique pour les apprenants des différentes filières professionnelles a été préparé pour 80 % des spécialités dispensées.

Le ministre a ajouté qu'une cellule nationale a été créée pour soutenir l'enseignement progressif de l'anglais au profit des enseignants et des stagiaires du secteur selon un calendrier qui sera préparé à cet effet et qui sera soutenu par des cellules de coordination au niveau des wilayas.

Il a souligné que le plan du secteur, qui s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement visant à réaliser le décollage économique, repose sur trois axes principaux, à savoir l'amélioration de la qualité de la formation, la promotion de l'enseignement professionnel et l'adaptation des formations à l'environnement économique, outre la numérisation du secteur, en particulier des aspects pédagogiques, administratifs et financiers.

Le ministre a également salué les efforts déployés dans le cadre de la préparation de la rentrée de la formation professionnelle, une rentrée qu'il a qualifiée de "rentrée numérique par excellence" au regard des indicateurs fournis par les directions de wilayas du secteur via la plateforme numérique.

Lors de la présentation de la nouvelle rentrée du secteur, il a révélé que les offres de formation s'élèvent, au cours de cette session, à plus de 415.000 places pédagogiques au niveau national, soit une augmentation de 20 % par rapport à la session de septembre 2022, où les filières industrielles arrivaient en tête des offres de formation, avec près de 20 %, suivies des filières liées à la restauration, à l'hôtellerie et au tourisme avec plus de 14 % de l'offre totale de formation.

R.E.

SANTÉ

Plus de 19.000 professionnels et techniciens administratifs bénéficient de sessions de formation

Plus de 19.000 professionnels et techniciens administratifs du secteur de la santé bénéficieront de sessions de formation qui s'étalent jusqu'à la fin de l'année en cours et seront "systématiquement" renouvelées début 2024, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Santé.

"Ces formations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération et de partenariat, conclue le 25 octobre 2022, entre le ministère de la Santé et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels, visant à développer les qualifications professionnelles et à renforcer les compétences des personnels du secteur de la

santé à travers un programme à mettre en œuvre au niveau local", précise le communiqué.

Les deux ministères ont entamé la mise en œuvre des clauses de cette convention, à travers la signature "d'une instruction interministérielle définissant les modalités pratiques d'application du contenu de ladite convention et un travail collaboratif entre les établissements du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels et de ceux relevant de la santé", ajoute la même source.

Par ailleurs, les programmes de formation ont été conçus et élaborés par des experts et des enseignants spécialisés dans les métiers

proposés à la formation.

Ces programmes seront validés au cours des prochaines sessions de formation prévues en octobre en cours, dans des domaines liés aux techniques de nettoyage en milieu hospitalier, à la préservation de l'hygiène et de la santé, à la maintenance du matériel biomédical, à la cuisine et à la restauration hospitalières, à l'accueil dans les établissements de santé et au secrétariat administratif, ainsi qu'à l'utilisation des logiciels bureautiques.

Pour ce faire, note le communiqué, "les ressources financières nécessaires ont été allouées pour couvrir les coûts liés à la mise en œuvre des clauses de la convention".

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LA BOURSE D'ALGER SE DIGITALISE

Un système de cotation en ligne dès 2024

La bourse d'Alger se modernise. Un nouveau système d'information sera opérationnel en 2024. L'annonce a été faite par Imane Talhi, cadre à la Bourse d'Alger, ce dimanche, à l'ouverture d'une journée d'étude sur les enjeux de la finance inclusive.

Par Sirine R.

«**L**a Bourse d'Alger sera bientôt digitalisée. Nous sommes engagés pour l'acquisition d'une plateforme qui va permettre une connexion à distance au marché de la Bourse», a-t-elle expliqué, en relevant que ce système est actuellement en phase d'essai. Ce système de transactions en ligne «apportera de la rapidité, réduira les frais, et garantira plus traçabilité des opérations et va diminuer le blanchiment des capitaux». Aujourd'hui, le Bourse d'Alger est en «phase finale des tests» et le projet sera opérationnel en 2024, ajoute-t-elle. Dans une première étape ce nouveau système d'information, répondant aux normes internationales, garantira un accès direct aux intermédiaires en opération de banque, contrairement à ce que ce fait actuellement, dont les procédures sont lentes et se font d'une manière manuelle. Quant à la seconde étape, les IOB auront «la possibilité de mettre à la disposition de leur clientèle des plateformes d'acheter ou de vendre en bourse à partir de chez eux». Aussi, la Bourse d'Alger, poursuit la même responsable, va mettre «très bientôt» en place une application mobile pour une diffusion instantanée de l'information financière et boursière



concernant les entreprises qui y sont cotées. Donc, les opérations de vente et d'achat des titres financiers se feront à travers un clic sur smartphone. Ceci représentera un gain en matière de temps et possibilité d'effectuer des opérations à tout moment (H24), contrairement au système classique actuel. L'intervenante a affirmé que ce dispositif permettra une meilleure inclusion financière et générera plus d'activités de la Bourse avec une plus grande liquidité du marché. Il est à noter que le gouvernement accorde une grande importance à l'inclusion financière. Plusieurs réformes sont engagées dans le secteur financier (banques et assurances). Des orientations fermes ont été données afin de moderniser et de digitaliser

leurs systèmes d'information, tout en proposant des produits innovants pour les citoyens. L'objectif des pouvoirs publics c'est drainer les sommes d'argent colossales circulants dans la sphère informelle. Des mesures sont à prendre afin de réduire l'ampleur de ce marché informel estimé à 90 milliards de dollars. Le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, a estimé de prendre des mécanismes et instruments innovants pour contenir ce marché, en l'intégrant dans le circuit formel. Notre économie est en besoin. Pour Benmicia, l'inclusion financière passe par la transformation digitale du secteur des finances (Banques et Assurances), en intégrant des solutions inno-

vantes, permettant aux différentes couches de la société de bénéficier de services financiers et outils afin de répondre à leurs besoins. L'intervenante a souligné la nécessité et l'intérêt que les Assurances doivent accorder à l'inclusion financière en proposant des services et produits aux faibles revenus (artisan, agriculteur, les petites entreprises) avec le concours des startups. Dans ce cadre, le responsable a fait savoir les compagnies d'assurance Algériennes ont développé des solutions de paiement en ligne et autres services. « Cette avancée va être élargi pour accélérer cette inclusion financière », souligne-t-il. Pour sa part le président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse, Youcef Boizenada, a mis en avant le rôle de la numérisation dans le développement du secteur des Finances. Il a expliqué que la numérisation du secteur financier à savoir celui des banques et des assurances peut contribuer fortement au développement de ces segments. L'intervenante a souligné que le bon déroulement du processus de modernisation du secteur et accélérer la numérisation de ses services, permettra d'améliorer l'efficacité des performances et d'insuffler la transparence et l'intégrité.

APN

Adoption du projet de loi de finances rectificative pour 2023

Les membres de l'Assemblée populaire nationale ont adopté, dimanche, à la majorité, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, qui prévoit la prise en charge des dépenses régulières supplémentaires liées principalement à des mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des familles, à renforcer la sécurité alimentaire, et soutenir le programme d'investissement public au profit de certaines wilayas, rapporte l'agence officielle. Suite au vote, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a souligné que la présentation et la discussion du projet de loi ont permis, d'une part, de présenter ses axes les plus importants liés à la prise en charge des évolutions contenues dans certains agrégats macroéconomiques et budgétaires, ainsi que de mobiliser des ressources supplémentaires pour améliorer la mise en œuvre des décisions prises par le gouvernement, d'autre part. Dans son rapport complémentaire sur le projet de loi, la commission des finances et du budget du Conseil a recommandé de prendre davantage de mesures pour protéger l'activité économique, contrôler les dépenses publiques, réguler le commerce extérieur et s'appuyer sur le financement interne de l'économie nationale.

R E.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PÊCHEURS

Le rôle des chambres de la pêche souligné

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a mis en relief, samedi à Alger, le rôle axial des chambres de la pêche dans l'amélioration des conditions de travail des professionnels du secteur. M. Badani qui présidait la cérémonie d'installation de M. Bani Benmira Karim dans ses fonctions de président de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), reconduit à la tête de la Chambre en septembre passé, a indiqué dans son allocution devant les cadres du ministère, les directeurs et des présidents des chambres de wilaya et des chambres conjointes des CAPA, que le renouvellement des structures du secteur de la pêche, se veut "une réalisation importante, au regard du rôle axial des chambres dans la préservation des ressources piscicoles, l'amélioration des conditions de travail des professionnels du secteur et l'enrichissement des textes juridiques dans le cadre de la

gestion participative". Le ministre a, en outre, indiqué qu'un programme d'action sera arrêté entre le ministère et la CAPA, à travers lequel, les priorités du secteur et les préoccupations de ses professionnels seront déterminés. Abordant les préoccupations des professionnels du secteur, M. Badani a affirmé que "de grands efforts" ont été consentis, en vue de permettre aux pêcheurs impactés par les intempéries dans la wilaya de Tipasa de bénéficier l'allocation exceptionnelle, ajoutant que plus de 720 pêcheurs en ont bénéficié et que le "dossier sera clos ce mois". Selon le ministre, son département ministériel œuvre actuellement au parachèvement du cadre juridique, en vue d'ouvrir l'opération d'importation des moteurs des navires de moins de 5 ans et des navires de moins de 5 ans, destinés à la pêche en hautes mers. Dans le même contexte, M. Badani a affirmé que le travail est en cours, à plus d'un titre, en vue de permettre

aux pêcheurs de bénéficier des " indemnités durant la période de repos biologique des poissons et lors des intempéries" et en vue de renforcer la protection sociale des différentes catégories du secteur. Le ministère œuvre à fournir divers moyens de pêche qui "permettront aux pêcheurs d'exercer leur métier plus aisément et dans des conditions favorables", a-t-il dit. Il a, également, évoqué le Salon international de la pêche et de l'aquaculture, prévue en février 2024 à Oran, appelant les cadres du secteur à "réagir de manière positive à cet événement qui favorise l'échange d'expériences et le renforcement des partenariats". En marge de la cérémonie d'installation, le ministre a remis les premières cartes professionnelles numériques au président élu de la chambre et à ses vice-présidents, Cherif Telli et Yacéf Sofiane, affirmant la finalisation de numérisation des cartes professionnelles d'ici à la fin de l'année en cours.

A cette occasion, le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques a donné de nombreuses instructions aux directeurs et présidents des chambres de wilayas et inter-wilayas, pour les encourager à "intensifier le travail de proximité en vue de contribuer à l'amélioration des conditions socio-professionnelles et à participer à l'enrichissement des différents textes juridiques dans le cadre de la gestion participative et à la proposition des suggestions efficaces à même de contribuer à la relance du secteur". M. Badani a visité la Maison du marin dans la commune de Tamentfoust, une structure relevant du secteur de la pêche et comprenant un café des marin et un espace de rencontre pour les professionnels du secteur. Il a, également, assisté à des exercices de sécurité en mer organisés par des professionnels en coordination avec les établissements de formation relevant du secteur.

R E.

SAA

Vers l'ouverture de filiales en Afrique

La Société Nationale d'Assurance (SAA) compte élargir son activité à l'étranger, et la première destination est l'Afrique, en ouvrant dans un premier temps ses succursales dans les pays où l'Algérie dispose d'agences bancaires. La société, en tant que plus grande compagnie d'assurance nationale, a une stratégie d'expansion pour pénétrer les marchés africains après avoir ouvert des agences bancaires dans ces pays africains qui constituent des marchés prometteurs. Le même responsable a souligné que le secteur de l'assurance habitation en Algérie évolue à un rythme timide, en raison de l'absence d'une culture de l'assurance chez les Algériens, malgré le grand nombre de vol et le pourcentage élevé de logements endommagés par les catastrophes naturelles et d'autres accidents auxquels les maisons sont exposées. Il a indiqué que le taux de l'assurance habitation ne représente que 9% du parc national de logements, même si la valeur de l'assurance ne dépasse pas 4 000 dinars par an pour l'assurance accidents et 2 000 dinars par an pour l'assurance catastrophes majeures. Le même responsable a ajouté que l'assurance habitation ne dépasse pas 100 000 logements.

GISEMENT DE ZINC ET PLOMB D'AMIZOUR-TALA-HAMZA (BEJAIA)

Focalisation sur le potentiel et l'intérêt du projet

La conférence nationale sur "La raréfaction des ressources minières et positionnement de l'Algérie : Rôle du gisement de Zinc-plomb de Tala-Hamza-Oued Amizour", tenue, avant-hier samedi à l'université de Bejaia, a polarisé, le caractère stratégique de ce projet en voie de concrétisation.

Synthèse S.T.

La rencontre a surtout mis en exergue, les opportunités que le gisement offre pour le développement économique du pays, mais aussi son placement sur l'échiquier du marché mondial, la mine, étant attendue pour être une référence mondiale en la matière. «Avec une production de 250.000 tonne de zinc par an, la mine pourra occuper la 5e place mondiale», a assuré le professeur Abdelhak Boutaleb, chercheur à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB, Alger), soulignant «son intérêt capital» pour l'économie nationale. Le Chercheur a corroboré ses propos, par une série d'impacts attendus, autant au plan local et régional que national, voire international, relevant que parmi ses avantages, figure son exploitation en sous-terrain, qui signifie, a-t-il ajouté, «plus de sécurité, moins de pollution». A ce propos, il notera que «les déchets vont être séquestrés au fond des galeries», obéissant à un «plan de gestion environnemental strict» dont l'existence est de nature à contribuer à «la production et l'offre de produits de qualité». Abondant dans ce sens, Ahmed Sabri, expert minier (Canada) n'en dira pas moins en se focalisant sur la minéralogie et la géochimie du gisement certes, mais globalement sur «l'importance des métaux rares en Algérie», dont le potentiel, dira-t-il, «est de nature à assurer la rentabilité d'une véritable industrie minière». Dans ce contexte, et pour mieux éclairer l'assistance, le professeur Abdallah Saadallah, expert au ministère de l'Energie et des Mines, s'est employé à décrire les caractéristiques propres de ce gisement, renfermant une réserve de 34 millions de tonnes de zinc. Selon lui, ce gisement est en mesure, dans un premier temps, de produire du minerai concentré dans des proportions pouvant atteindre annuellement 169.000 tonnes de zinc et 30.000 tonnes de plomb, avec de surcroît une possibilité de créer 700 emplois directs et 4.000 emplois indirects. A terme, il est question de la production de 250.000 tonnes de zinc, selon les responsables de la Western Méditerranéan Zinc (WMZ) détenteur, avec l'Entreprise des métaux non ferreux (ENOF), l'Office national de la recherche géologique (ORGM) et Terramin Corporation



(un partenaire Australien), du permis d'exploration et d'exploitation du gisement. Au-delà, de l'intérêt économique et social de la mine, les experts présents ont focalisé, par ailleurs, sur l'aspect environnemental de sa mise en exploitation. Dans cet ordre d'idée, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a tenu à rassurer autant l'auditoire, notamment les élus et les représentants de la société civile, sur les mesures prises et les évaluations d'impact menées par le gouvernement de sorte à s'assurer que le projet ne "présente pas de risques sur l'environnement et la santé". Elle a ajouté que «même une fois en exploitation, une commission spécialisée a été mise sur pied pour suivre de près et en permanence le respect de la réglementation y afférente», a-t-elle souligné. A noter que la Conférence a été marquée par la présence de trois ministres, celui de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun et la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, ainsi que du directeur général de la Recherche scientifique.

Un projet économique prometteur

Le projet de zinc et de plomb "Tala Hamza-Oued Amizour" dans la wilaya de Bejaia qui dispose de l'une des grandes réserves mondiales en

la matière fait partie des projets miniers structuraux et prometteurs à l'image des projets de phosphate intégré à l'Est du pays et de la mine de Gara Djebilet, selon une fiche technique rendue publique samedi par le ministère de l'Energie et des mines. Le projet s'étend sur une superficie de 23,4 hectares et jouit d'une réserve exploitable de 34 millions de tonnes, selon la fiche technique présentée lors des travaux d'une conférence nationale sur le thème "Raréfaction des ressources minières et positionnement de l'Algérie : rôle du gisement de zinc-plomb de Tala Hamza-Oued Amizour", organisée samedi au pôle universitaire Aboudaou à l'Université de Béjaia "Abderahmane Mira", par les ministères et de l'Energie et des Mines et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en présence de nombre de ministres. La quantité de production prévue est de 200.000 tonnes/an dont 170.000 tonnes/ans de zinc et 30.000 tonnes/an de plomb. A noter que la réalisation de ce projet dont le coût est estimé de 471 millions usd, passera par trois étapes principales. La 1ère étape concernera la construction de la mine et de l'usine en 2 à 3 ans tandis que la deuxième sera consacrée à la mise en exploitation de la mine pour 19 ans. Lors de la 3ème phase il sera procédé à la fermeture et à la réhabilitation du site exploitée pour 5 ans.

MARCHÉ DU SUCRE

Les prix au plus haut depuis 13 ans

Les prix du sucre dans le monde ont atteint en septembre un niveau jamais vu depuis 13 ans. En cause, le phénomène climatique El Niño qui provoque des sécheresses en Thaïlande et en Inde, parmi les plus gros exportateurs mondiaux de cette denrée essentielle pour l'industrie agroalimentaire. Nouvelle illustration de l'impact des anomalies climatiques sur le marché des denrées alimentaires de base. Ce vendredi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que les prix du sucre dans le monde ont atteint en septembre leur plus haut niveau en 13 ans. En cause, les inquiétudes du secteur sur l'impact du phénomène climatique El Niño, qui provoque notamment des sé-

cheresses plus intenses sur certaines zones du globe comme la Thaïlande et en Inde, qui voient leurs récoltes impactées. Ces deux pays sont respectivement deuxième et troisième exportateurs de sucre mondiaux. L'indice des prix du sucre calculé par la FAO a ainsi grimpé de 9,8% sur un mois. Sur le marché à terme de New York, le sucre a atteint son plus haut niveau depuis l'année 2011 à 27,7 centimes de dollar par livre. L'inquiétude créée par El Niño fait craindre « un resserrement de l'offre mondiale pendant la prochaine campagne (2023-2024) », explique l'agence dans son rapport mensuel. De premières estimations laissent entrevoir une baisse de la production en Thaïlande et en Inde. L'organisation pointe aussi du

doigt la hausse récente des cours du pétrole. Un prix élevé de l'or noir incite en effet les producteurs à transformer une partie de leur récolte en éthanol, ce qui réduit la quantité de sucre sur le marché et fait monter les cours. Afin de réduire ses émissions de CO2, l'Inde investit d'ailleurs sur ce carburant végétal. Le pays veut augmenter son volume d'éthanol dans ses carburants de 10 % à 20 % d'ici à 2030 afin de réduire son bilan carbone. Selon la FAO, le bond des prix du sucre a toutefois été limité par « le volume important de la récolte qui a lieu actuellement au Brésil (le premier producteur et exportateur mondial, ndlr) dans des conditions météorologiques favorables ainsi que par l'affaiblissement du réal

brésilien face au dollar américain ». L'indice FAO du prix des céréales a augmenté de 1%, tiré par la hausse de 7% des prix du maïs après sept mois de repli. La raison, selon l'agence onusienne : la forte demande pour la récolte brésilienne, des ventes ralenties en Argentine et une hausse des prix du fret fluvial aux Etats-Unis due au bas niveau du fleuve Mississippi. L'indice FAO des prix du riz, qui avait bondi à son plus haut niveau en 15 ans en août, s'est légèrement tassé (-0,5%) sous l'effet d'une moindre demande à l'importation. La FAO a par ailleurs relevé ses prévisions concernant la production mondiale de céréales en 2023, à 2.819 millions de tonnes, ce qui constituerait un record.

LE MINISTRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATION L'A ANNONCÉ :

«Nous visons atteindre 100 millions d'opérations d'e-paiement en 2024»

Le ministère de la Poste et des Télécommunication ambitionne d'atteindre la barre de 100 millions d'opérations d' e-paiement en 2024 et de 60 millions à fin 2023. Plusieurs projets visant au renforcement des moyens de paiement électroniques sont en cours d'étude par Algérie Poste, a fait savoir le ministre du secteur, Karim Bibi Triki.

Par Slimane T

Lors d'une conférence de presse à «El Moudjahid», le ministre a précisé que la stratégie de son secteur s'articule sur la diversification des moyens de paiement (GAB, TPE, internet, paiement mobile), afin de donner le choix aux consommateurs. Aussi, ajoute-t-il, des propositions et solutions concrètes seront proposées aux commerçants pour intégrer les nouveaux modes de paiement. Présentant le bilan des réalisations de son secteur, le ministre a fait savoir qu'au courant des huit premiers mois de 2023, pas moins de 600 nouveaux guichets automatiques ont été mis en service, pout atteindre le 1985 GAB, soit une hausse de 40% par rapport à 2020. D'ici fin 2024, le nombre de GAB devrait atteindre les 3400, ajoute le ministre. Concernant les cartes «Edahabia», il a fait savoir qu'actuellement, 12 millions de cartes sont en circulation. Dans le plan du gouvernement, «nous avons tracé l'objectif de 14 millions de cartes d'ici fin 2024. Mais grâce aux efforts d'Algérie Poste, nous pouvons atteindre les 15 millions de cartes». Le ministre a précisé que l'objectif de son département c'est de réduire le recours au

cash dans les différentes transactions commerciales. Les opérations de retrait au niveau des GAB (guichet automatique) ont doublé en l'espace de deux dernières années. Elles sont passées de 13 millions opérations en 2020 à 20 millions en 2023. Concernant l'internet, le ministre a indiqué que son département poursuit ses efforts pour l'amélioration de la connexion internet dans le pays, en affirmant que plusieurs projets sont en cours de réalisation. Il a cité d'abord l'augmentation de la capacité de la bande passante internationale d'internet, tout en la diversifiant avec la réalisation de plusieurs câbles sous-marins. « Actuellement, la capacité de la bande passante internationale d'internet dans notre pays est de 7.8 Tb/s. Une évolution importante par rapport à 2021 ou elle était de l'ordre de 2,8 tb/s, mais qui reste insuffisante. Nous travaillons sur plusieurs projets pour l'augmentation de la bande passante internationale», précise-t-il. Par ailleurs, et selon les chiffres présentés par le ministre, «6 millions de familles seront raccordées à internet fixe d'ici fin 2023 (5,3 millions à septembre 2023). Nous avons également 900 millions abandonnés en FTTH jusqu'à maintenant. Nous tablons sur un million d'abonné en FTTH à fin 2023».

Selon les statistiques du ministère, près 60% des familles algériennes sont connectées à l'internet. Une moyenne acceptable par rapport au reste du monde. D'ailleurs, selon un classement de l'union internationale des télécommunications, l'Algérie occupe la quatrième place dans le monde Arabe et la deuxième au niveau africain, après l'Egypte. S'agissant de la téléphonie mobile, le nombre d'abonnés (3G et 4 G) est passé de 37 millions en 2020 à 45 millions en 2022, soit en hausse de 20% et avec un taux de couverture de 85%. Sur ce dernier point, le ministre a fait savoir que 1400 zones non couvertes par le réseau de la téléphonie mobile ont été identifiées et seront bientôt connectées au reste du monde. D'ailleurs, des projets sont prévus même pour villages d'une population de 200 habitants, alors que la norme est de 2000 habitants. Le ministre a fait savoir, par ailleurs, que le volume des données consommée a enregistré une augmentation de 140% pour une moyenne de consommation par personne de 8 Go/mois. Dans le plan du gouvernement, il est visé d'atteindre 10 GO/mois. Dans son ensemble, dira le ministre, le bilan est positif et même encourageant, mais beaucoup travail reste encore afin de remédier aux manquements.

L'Algérie deuxième en Afrique en termes de startups en activité

L'Algérie occupe la deuxième place en Afrique en termes de startups en activité, selon le dernier classement du site Startup Ranking, spécialisé dans le classement des startups dans le monde, indique dimanche un communiqué de l'accélérateur public de startups Algeria Venture.

Selon le classement de Startup Ranking, l'Algérie occupe la deuxième place en Afrique en termes de startups en activité, après le Nigeria et juste avant l'Egypte et l'Afrique du Sud, précise la même source. Au niveau mondial, les Etats-Unis d'Amérique arrivent en tête du classement devant l'Inde, la Grande-Bretagne, le Ca-

nada, l'Australie, l'Indonésie, l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Brésil et Singapour. Le classement du site Startup Ranking recense les startups au niveau mondial par écosystème, en fonction de leurs activités, de leurs domaines de spécialisation et des données liées aux services qu'elles offrent, selon Algeria Venture.

POUR LA CULTURE CELLULAIRE INTELLIGENTE

Lancement prochain de la production de biopuces à Constantine

La production de biopuces pour la culture cellulaire intelligente démarrera "prochainement", a indiqué le directeur du centre de recherche en biotechnologie de la wilaya, Amar Azioune. Dans une déclaration à la presse en marge des travaux du 1er colloque international sur "la valorisation des résultats des recherches scientifiques en biotechnologie par les bioindustries", organisé récemment, le même responsable a précisé que ce projet "premier du genre à l'échelle nationale a mobilisé un soutien financier du ministère

de tutelle de 440 millions DA pour mettre en place la plateforme et les moyens nécessaires à sa concrétisation", faisant état du lancement prochain de la production des biopuces qui aident à améliorer la santé de l'homme, prévenir certaines maladies et améliorer la réaction des cellules aux médicaments. Le même cadre a indiqué avoir travaillé depuis 2014 à former les étudiants en biotechnologie au génie biologique inspiré de l'électronique moléculaire pour l'appliquer au traitement des cellules par les biopuces.

Ces biopuces permettent de réaliser 80 % d'économie du coût d'acquisition de l'étranger des biomatériaux, a ajouté le même cadre mettant l'accent sur la nécessité de maîtriser les nouvelles technologies et améliorer la visibilité de l'Algérie dans le domaine de la recherche. Il a également appelé à améliorer le climat favorable aux innovations en biotechnologie pour faire du pays un pôle des bioindustries. Les recommandations du colloque, tenu à l'université frères Mentouri Constantine-1, ont insisté sur la communication entre les secteurs de l'in-

dustrie et de l'enseignement supérieur pour réduire l'écart qui les sépare et valoriser économiquement les innovations universitaires, a indiqué le président de la rencontre, Noureddine Kacem Chaouch. De son côté, le doyen de la faculté des sciences de la nature et de la vie, Dr. Laïd Dehimat, a indiqué que le colloque a donné lieu à la présentation de communications sur la sécurité alimentaire, la santé et les industries paramédicales par 150 chercheurs d'universités d'Algérie, de Turquie, de Suède, de France et de Belgique.

SALON INTERNATIONAL BATIWEST 2023"

Participation d'une centaine d'exposants

Une centaine d'exposants, algériens et étrangers, prennent part au 20e Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "Batiwest 2023", ouvert dimanche au Centre des conventions d'Oran Mohamed-Benahmed (CCO). Le Salon réunira, cinq jours durant, des sociétés nationales et étrangères, notamment de Pologne (invité d'honneur), d'Espagne, Chine et Turquie, outre des établissements bancaires spécialisés dans le domaine de l'habitat, des établissements relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des représentants du Conseil du renouveau économique algérien (Crea). Le commissaire du Salon, Zobeir Ouali, a souligné dans une déclaration à la presse que cette manifestation économique constitue un espace de rencontres, d'échange d'expériences entre différents professionnels dans le secteur de l'immobilier et de l'habitat, et une opportunité pour tisser des relations de partenariat avec des sociétés étrangères participantes. Plus de 40% des exposants sont des sociétés nouvellement créées, spécialisées dans la production de matériaux de construction, qui ambitionnent de commercialiser leurs produits dans l'Ouest et le Sud-ouest du pays, a-t-on indiqué. Il est prévu, en marge de ce Salon, devenu une tradition annuelle à Oran, la tenue de réunions bilatérales entre des opérateurs économiques algériens et leurs homologues de Pologne, en vue d'encourager le partenariat, et l'animation de conférences sur les secteurs du bâtiment, de l'habitat et des énergies renouvelables en Algérie.

R E.

TRAVAUX
PUBLICS

Plusieurs projets
au programme
pour relier la
wilaya de Tiaret
à l'Autoroute
Est-Ouest

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Lakhdar Rekhrroukh a affirmé, jeudi à Alger, que le ministère avait mis en place un programme en vue de lancer des projets pour relier plusieurs routes de la wilaya de Tiaret à l'auto-route Est-Ouest.

S'exprimant lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Rekhrroukh a précisé que les études prospectives concernant le développement des routes et des infrastructures à travers le Shéma directeur des routes et autoroutes ainsi que le plan des structures ferroviaires ont accordé "une importance majeure" à la wilaya de Tiaret qui relie le sud au nord du pays. Relier la wilaya de Tiaret à l'autoroute est-ouest se fera par le dédoublement de la RN23 raccordant Tiaret à Relizane et la RN40 reliant Dahmouni et les limites de la wilaya de Djelfa (64 km), outre la RN14 (Tiaret-Tissemsilet), a expliqué le ministre du secteur. Répondant à une question du député Slimane Zer-kani (MSP), M. Rekhrroukh a annoncé "le lancement prochain de l'étude relative à l'axe restant du dédoublement de la RN 14 (30km)", rappelant que "le projet de réalisation du dédoublement des routes nationales 23, 14 et 40 sera inscrit dès la finalisation des études techniques".

Le réseau routier de la wilaya de Tiaret bénéficiera des projets inscrits dans le cadre du programme complémentaire initié par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour relier la wilaya de Tissemsilet à l'autoroute Est-Ouest notamment à travers le dédoublement de la RN 127 (El-Ayoune- Ksar El Bokhari) sur de 73 km.

En sus des programmes de maintenance des routes dans la wilaya, inscrits au titre de l'exercice 2022, sur une distance globale de 130 km, la wilaya de Tiaret a bénéficié de près de 30 opérations de maintenance et de renforcement des routes nationales et des ouvrages d'art au cours de l'année en cours pour une enveloppe financière de plus de 5 milliards de DA.

En réponse à une question du député Mouloud Laib (front El Moustakbal), M. Rekhrroukh a indiqué que l'opération de réalisation des dédoublements de voies est soumise à des normes techniques essentiellement liées au niveau de la densité du trafic routier des véhicules de différents types à l'origine des embouteillages récurrents, ajoutant qu'une partie du CW N 27 reliant entre la RN 20 et les frontières de la wilaya de Guelma sur une distance de 8 km a été réhabilitée conformément à une étude technique qui a pris en compte la densité du trafic du poids lourd, le tronçon étant proche des carrières.

A une autre question du député Hamza Hydra (Mouvement El Bina El Watani), le ministre a déclaré qu'au vu du trafic dense au niveau de la RN 23, notamment en période estivale, desservant plusieurs wilayas (Mostaganem, Relizane, Tiaret et Laghouat), sur une distance de 398 km, un projet de dédoublement d'un tronçon de cette route a été réalisé à partir de la ville de Mostaganem jusqu'à l'entrée de la ville de Mesra (12,2 km), en sus de la réalisation de deux rocadés.

En réponse à une question du député Abdelkader Zeggai (RND), le ministre a rappelé que la route reliant entre Zemalet El Emir Abdelkader et Nadorah (Tiaret), sur une distance de 58 km, a été bitumée sur une distance de 16 km, ajoutant que les travaux de bitumage du tronçon restant (42 km) ont débuté en juillet dernier auxquels une enveloppe financière de 1,5 milliards de DA a été affectée.

RELANCE DU BARRAGE VERT À DIRAH

Un projet d'envergure pour lutter contre la désertification

La réhabilitation, l'extension et le développement du barrage vert à Dirah au Sud de la wilaya de Bouira, dont les travaux ont été relancés en février dernier, "est un projet d'envergure" visant à lutter contre la désertification et à protéger cette zone steppique qui s'étend sur plus de 95.000 hectares, affirme le chef du projet, Amar Nait Messaoud.

Projet agro-écologique de boisement de la steppe algérienne, le barrage vert destiné notamment à lutter contre la désertification, remonte aux années 1970. Il s'agit de l'un "des plus ambitieux projets réalisés par l'Algérie durant l'ère du défunt président Houari Boumediene", a souligné l'expert forestier, Nait Messaoud, dans une déclaration à l'APS.

Pour la partie prévue sur le territoire de la wilaya de Bouira, elle s'étend sur une superficie de 95.807 ha, et concerne 7 communes, à savoir Sour El Ghoulane, Dirah, Hakimia, Ridane, Maâmoura, Hedjra Zerga, et Taguedit. L'étude de ce projet (réhabilitation du barrage de Dirah) a été réalisée et réceptionnée en 2016 par le Bureau National d'Etudes pour le Développement Rural (BNE-DER), selon les détails fournis par le même responsable.

Le projet s'étalera jusqu'à 2027 avec une première tranche des travaux qui est déjà en cours. Il est composé de plusieurs opérations portant, particulièrement, sur la plantation de certaines essences d'arbres dont le Cèdre et l'Eucalyptus, pour fixer et stabiliser le sol, ainsi que sur le gabionnage afin de lutter contre l'érosion et protéger les bassins versants des retenues collinaires de la zone de Dirah (Sud de Bouira), selon M. Nait Messaoud.

Depuis la relance des travaux en février dernier, des arbres "brise-vent" ont été plantés sur plus de 40 km d'une surface globale de 75 Km2. Cette opération a pour objectif de protéger les plantes maraîchères et les oliviers de cette région. "Des travaux de gabionnage d'un volume de 1.500 m3 ont été aussi réalisés pour protéger le sol et les ouvrages hydrauliques en aval, et afin de lutter contre l'érosion", a-t-il fait savoir. Une enveloppe financière de plus de 93



millions de dinars a été allouée à la réalisation de la première tranche de ce projet de réhabilitation, d'extension et de développement du barrage vert à Dirah, a-t-il rappelé. Après sa relance, le projet a fait l'objet, fin septembre écoulé, d'une visite technique par une délégation d'experts hongrois qui se sont rendus à Dirah. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la coopération technique entre l'Institut algérien des recherches forestières (INRF) et l'université Sopron (Hongrie). Le même expert forestier a ajouté, en outre, qu'une partie de ce projet est confiée à la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, chargée d'ouvrir des pistes agricoles sur une distance de 15 km. " Cette opération est en phase d'étude", a-t-il souligné.

"Une opération de plantation fruitière devant couvrir une superficie de 70,5 ha est également prévue dans le cadre de ce projet, dont 41

ha ont déjà été réalisés, et les 30 ha restants le seront durant la prochaine campagne qui débutera ce mois d'octobre", a-t-il tenu à préciser.

Des solutions pour faire face aux changements climatiques dès les années 1970

Avec cet important projet, l'Algérie aura apporté une réponse au défi des changements climatiques et au problème de la désertification dès les années 1970. "Malgré quelques insuffisances, ce projet a connu aussi des succès, car il protège la zone steppique de Dirah contre l'érosion et la désertification qui sont des phénomènes causés par un surpâturage excessif et prolongé par le cheptel dans cette région", a expliqué M. Nait Messaoud. Le constat de la désertification a été fait durant les années 1970 avec la disparition du couvert végétal

en raison de la faible régénération du fourrage et du déficit pluviométrique, a expliqué l'expert forestier qui souligne que 98 % du cheptel ovin algérien se situe dans cette bande steppique. Le chef du projet a estimé en outre qu'il y a une surconsommation (surpâturage) du fourrage et du couvert végétal, ce qui a entraîné l'érosion du sol déjà appauvri, dégradé et dénudé de ses performances de production. Un comité local impliquant plusieurs services, dont la direction de l'environnement, la DSA, l'université de Bouira, ainsi que le Haut-commissariat au développement de la steppe (HCDS), a été mis sur pied, récemment, pour concevoir la politique de ce projet au niveau local. "Une réunion de ce comité local devra se tenir dans quelques jours pour discuter de ce projet", a fait savoir M. Nait Messaoud.

SKIKDA

Relogement de plus de 200 familles des communes de Sidi Mezghiche, Ain Bouziane et de Ben Azouz

Deux-cent deux (202) familles occupant des habitations précaires dans les communes de Sidi Mezghiche, d'Ain Bouziane et de Ben Azouz dans la wilaya de Skikda ont été relogées cette semaine vers des logements neufs dans les mêmes communes, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.

Ces familles qui vivaient dans des habitations précaires depuis plus de 50 ans ont été relogées dans des logements neufs dotés de toutes les commodités nécessaires (raccordement aux réseaux divers, et aménagement extérieur notamment), a précisé la même source qui a mis l'accent sur l'import-

tance de l'opération dans l'amélioration des conditions de vie des familles concernées. L'opération a ciblé 120 familles de la commune de Ben Azouz qui ont été relogés dans la cité Ain Nechma dans la même commune, 49 familles de la commune de Sidi Mezghiche qui ont été relogées à la cité 50 logements dans la même collectivité locale et 33 familles de la commune d'Ain Bouziane relogées dans la cité 40 logements, selon la même source.

La wali Mme Houria Meddahi qui supervisait l'opération avec les autorités locales a réitéré l'engagement de l'Etat à poursuivre les efforts d'eradication de l'habitat précaire

et l'amélioration des conditions de vie des citoyens, a ajouté la même source.

La même responsable a indiqué que l'opération vient consacrer la politique des hautes instances du pays pour préserver le cachet social de l'Etat à travers la mobilisation de budgets conséquents pour la réalisation de milliers de logements à caractère social, affirmant que les autorités de la wilaya ne ménagent aucun effort pour poursuivre le programme de distribution de logements dans toutes ses formules notamment le logement public locatif (LPL) et l'éradication des habitations précaires et les bidonvilles.

La politique de la Banque Centrale de Russie est-elle cohérente avec le changement de structure de l'économie ?

La Banque Centrale de Russie a décidé le 15 septembre dernier de remonter son taux directeur de 12% à 13%[1]. Cette décision, et les raisons pour laquelle elle a été prise, ont ranimé un débat sur la cohérence de la politique monétaire menée par la Banque Centrale vis-à-vis de la croissance économique en Russie.

Partie 2

Par Jacques Sapir

On voit bien que tel était le cadre intellectuel des dirigeants de la Banque Centrale de Russie, en dépit du fait qu'ils ne peuvent ignorer qu'ils ont eux-mêmes contribué à affaiblir ces canaux de transmission par les diverses mesures prises depuis le début du mois de mars 2022.

Ajoutons ici que si la hausse des prix est liée aux conditions de la production, autrement dit si on est en présence d'une inflation « poussée par les coûts » (ou « cost-push ») et non d'une inflation tirée par un excès de demande (ou « demand-pull ») le remède est susceptible de faire plus de mal que de bien. En effet, une hausse importante des taux directeurs est susceptible de freiner l'investissement des entreprises, or c'est cet investissement qui a potentiellement le plus de possibilités de réduire l'inflation. Notons d'ailleurs que la BCR, dans ses prévisions de moyen-terme, met l'inflation en 2023 entre 6,0% et 7,0%, et prévoit un retour à 4,0% dès 2024.

Notons aussi que cette décision d'accroître le taux directeur a été critiquée par les analyste de l'Alfa-Bank :

« Le gouverneur de la Banque Centrale de Russie a réitéré son point de vue selon lequel les mesures de contrôle des changes et des capitaux ne sont pas efficaces et que la valeur du rouble devrait être défendue par une augmentation des taux. Toutefois, étant donné la restriction des flux de capitaux, il est très peu probable qu'un taux d'intérêt plus élevé puisse améliorer sensiblement le compte de capital ; au mieux, cela pourrait inciter davantage les exportateurs russes à rapatrier leurs recettes d'exportation vers le marché russe. La faible sensibilité du marché à la décision sur les taux est indirectement confirmée par le fait que le rouble s'échange toujours très près du niveau de 100 RUB/USD,...). La situation implique que de nouvelles hausses de taux pourraient être nécessaires pour stabiliser le marché des changes »[17].

Les conditions du marché des changes, mais aussi celle des canaux de transmission de la politique monétaire en Russie ne sont plus ce qu'ils étaient avant février 2022, mais cela ne semble pas avoir été pleinement intégré par la Banque Centrale.

3. Une politique inadaptée ?

En fait, un certain nombre d'analystes russes ont critiqué les positions prises par Mme Elvira Nabiulina et par les directeurs de la Banque Centrale de Russie. Les critiques contre la Banque Centrale ont, en réalité, été récurrentes depuis mars 2022. Souvent elles ont été infondées. Mais, dans certains cas, elles se sont appuyées sur des éléments solides. Ainsi, on doit souligner que la Banque Centrale n'a pas modifié le cadre conceptuel qui est le sien depuis mars 2022. C'est sans doute la critique la plus importante que l'on peut lui porter.

En juillet, l'inflation annuelle s'est effectivement élevée à 4,3 % (3,3 % en juin, 2,5 % en mai) et en août, elle a atteint 5,15 %. Selon la Banque centrale, la faute en revient aux consommateurs. L'expansion de la consommation se produit plus rapidement que la croissance des capacités de production, selon les analystes des régulateurs. Mais, cette expansion est en réalité un rattrapage par rapport à l'année dernière. Si la consommation a bien augmenté par rapport à 2021, c'est dans des chiffres bien plus faibles que par rapport à 2022. Le commerce de détail à cru, sur un an, de 10% en juin 2023 et de 11% en août 2023[18]. Mais, il avait baissé de -10,0% en 2022. Une large partie de la hausse des mois d'été 2023 est en réalité une compensation des baisses de 2022.

Un deuxième point important à garder en mémoire est que l'accroissement du commerce de détail est resté inférieur à celle des salaires réels. Ces derniers se sont accrus de 15,0% en juillet 2023. On a donc bien un « rattrapage » et non une surchauffe de la demande. Il faut aussi dire que la principale contribution à l'inflation croissante a été apportée par les fruits et légumes (+20,4% sur un an en août) et le tourisme à l'étranger (+38,3% sur un an). L'augmentation des prix en général, tant pour les produits alimentaires que non alimentaires, n'a atteint que 3,6%, ce qui semble déjà bien meilleur[19]. Le coût des fruits et légumes ne sera pas particulièrement affecté. L'augmentation est ici probablement saisonnière. Mais, il est vrai que les prix des composants importés ou des circuits à l'étranger ont clairement augmenté en raison de la chute du rouble, qui a été affectée par la saison touristique. On peut supposer que si le rouble ne se dévalue pas davantage, cette composante n'affectera pas le taux d'inflation estimé[20].

Sur la consommation des ménages, il convient ici de rappeler certaines évidences socio-économiques. Comme l'explique Timur Aimaletdinov, le directeur général adjoint du Centre d'analyse NAFI, la demande des consommateurs dépend principalement de trois éléments : la confiance d'une personne dans les revenus futurs, la situation financière actuelle et son sentiment intérieur, et la perception du moment présent. « La confiance d'une personne dans ses revenus futurs s'exprime par le fait qu'elle ressent les risques de licenciement ou de réduction de revenus sur son lieu de travail actuel et par la manière dont elle envisage les perspectives d'emploi en cas de perte d'emploi », explique Aimaletdinov. « Les recherches de NAFI montrent que les Russes ne s'inquiètent pas beaucoup de cet aspect : 90 pour cent considèrent que la probabilité d'être licencié est minime, et les deux tiers

pensent que même s'ils sont licenciés, ils pourront retrouver un emploi avec un revenu similaire.[21] »

Ceci est confirmé par les données du centre de recherches de la SBER-BANK, SberIndex[22]. Il est donc visible que la population, qui avait massivement basculé vers des comportements d'épargne en 2022, est en train de revenir à un équilibre plus normal entre consommation et épargne[23]. Il est vrai que les prêts à la population augmentent à un rythme assez rapide, mais la part des dettes en souffrance diminue. L'augmentation de la dette totale sur sept mois depuis le début de l'année, selon la Banque de Russie, s'est élevée à 11,3%, sur 12 mois jusqu'au 1er août 2023. Il s'agit effectivement d'un chiffre assez élevé. Mais depuis le début de l'année 2023, la part des impayés dans le portefeuille de prêts aux particuliers dans l'ensemble du système bancaire a diminué de 4,2% à 4% au 1er août[24]. Il n'y a donc pas un excès de demande des ménages actuellement en Russie. Le secteur de l'immobilier qui a connu une forte hausse du prix de m2 (passé de 120 000 roubles à 136 000 roubles de mars 2022 à octobre 2022), recommence à augmenter mais sur un rythme plus raisonnable[25]. Fondamentalement, la consommation des ménages ne semble pas avoir été affectée par les hausses du taux directeurs de la Banque Centrale car les ménages anticipent une poursuite de la hausse du salaire réel et surtout le fait que nombre de prêts se font à des taux bonifiés et ne sont donc plus directement liés au taux directeur. Les évolutions de la semaine du 11 au 17 septembre le montrent[26].

Pour ce qui est des entreprises, les prêts au secteur des matières premières seraient en baisse selon le FSGS. Les industries manufacturières ont publié en juillet-août des estimations de la demande future qui montrent une dynamique positive. Les entreprises du secteur manufacturier s'attendent clairement à une augmentation de la demande dans un avenir proche. Ainsi, l'évaluation des perspectives d'évolution du portefeuille de commandes au cours des trois prochains mois dans le secteur manufacturier est de +22% en juillet et +21% en août. Oui, le manque de support et de service après-vente pour les machines importées représente de gros risques pour l'utilisateur final. Cela entraîne une hausse des coûts. Mais, le besoin en substitution aux importations monte aussi. Cela contribue à doper les commandes des plusieurs grandes entreprises russes comme le groupe BioMicroGeli ou Technored qui fournit le secteur manufacturier en tant que développeur et fabricant de robotique[27]. L'évolution de la situation des PME/PMI est aussi largement satisfaisante[28]. La part des entrepreneurs évaluant au deuxième trimestre leurs activités comme étant maintenue ou en croissance a atteint un niveau record de 78,5 %. Cet indicateur n'était que de 71,4% au trimestre précédent. Il faut rappeler qu'après l'introduction de sanctions à grande échelle, il y a eu une forte baisse jusqu'à un minimum absolu de 64,4 %. La part de ceux qui déclarent que leur entreprise est obligée de survivre à aujourd'hui baissé à 21,5%, ce qui constitue le minimum absolu dans toute l'histoire des observations[29].

Du fait de la mise en place de différents canaux protégés, comme pour les crédits bonifiés, mais aussi l'effacement des dettes pour les combattants, ou les mesures résiduelles de contrôle des capitaux, la politique des taux d'intérêts, et donc le relèvement du taux directeur de la Banque Centrale ont des effets réduits. Mais surtout, il est probable que l'analyse de la situation faite par la Banque Centrale ait été inadaptée.

4. Le modèle de l'économie russe et la politique monétaire

Il convient aussi recueillir l'avis de l'un des meilleurs spécialistes de la prévision macroéconomique en Russie, le professeur Marat Uzyakov, membre de l'IPE-ASR et qui a travaillé auprès du Ministère du développement économique. Dans l'hebdomadaire EKSPERT, il déclare, à propos des mécanismes économique actuellement à l'œuvre en Russie [30] :

« Les facteurs de la croissance économique les plus puissants et apparemment improbables ont déjà commencé à fonctionner et continuent de prendre de l'ampleur.

Le tableau devient plus clair et plus expressif si l'on considère non seulement le PIB, mais aussi un large éventail d'indicateurs de croissance d'une année sur l'autre. Pendant quatre mois consécutifs, Rosstat a enregistré une croissance de près de dix pour cent dans les industries manufacturières, la croissance des salaires réels au cours des trois derniers mois de référence[31] a été supérieure à 10 %, le taux de croissance du chiffre d'affaires commercial a augmenté par rapport au mois correspondant de l'année dernière passant de 107,8% en avril à 110,0% en juin et 110,5% en juillet. À la fin du 1er semestre, les investissements ont décollé de manière quelque peu inattendue pour beaucoup : après une croissance de moins de 1 pour cent au premier trimestre, la croissance au deuxième trimestre s'est élevée à 12,6%, assurant une augmentation des investissements en immobilisations de 7,6% à la fin du semestre. Ce qui se passe sous nos yeux aujourd'hui ressemble en réalité à un miracle de la croissance économique. L'essentiel du mécanisme de croissance est une combinaison de facteurs et de conditions qui permettent aux revenus de croître plus rapidement que l'inflation. Cet équilibre de croissance est maintenu, d'une part, par des impulsions de l'offre et, d'autre part, par des restrictions sur l'inflation qui ne sont pas directement liées à la limitation de la croissance des revenus.

Les processus de substitution des importations qui se sont déroulés

dans l'économie, ainsi que la croissance de la production dans l'industrie de défense[32], sont des facteurs importants pour accroître l'offre de biens et freiner la dynamique des prix. On peut affirmer que le début de l'Opération Militaire Spéciale et l'introduction de sanctions à grande échelle contre la Russie, outre les conséquences négatives évidentes, sont devenus un élément déclencheur de la formation de nouvelles conditions pour la croissance économique du pays. [33] »

Ce que dit Marat Uzyakov n'est autre que la constatation que le déclenchement de la guerre en Ukraine, mais aussi – et paradoxalement – le mécanisme des sanctions économiques, ont fait basculer l'économie russe dans un régime de croissance spécifique. Dans ce type de régime se combinent trois sources de demande, celle des ménages, mais dont on a vu que son accroissement n'était nullement excessif, celle de l'État, avec les conséquences économiques des dépenses militaires en forte augmentation, et enfin celles des entreprises qui s'activent pour prendre la place laissée vacante par les entreprises occidentales qui ont quitté la Russie. Dans ce contexte, marqué par un taux d'activité élevé et un chômage très faible, l'arbitrage entre la croissance économique et l'inflation devient pertinent, mais en sachant que les instruments classiques de la politique monétaire comme les taux d'intérêts, qui jouent le rôle de « frein », n'ont plus l'efficacité qu'ils avaient auparavant. De fait, l'économie russe semble plus sensible à des instruments « quantitatifs » (comme le pilotage des volumes de crédits au travers de quota de prêts bonifiés, et l'accès des banques commerciales au refinancement par la Banque centrale) que « qualitatifs » comme les taux d'intérêts[34].

Marat Uzyakov détaille alors les facteurs qui ont provoqué ce basculement de régime de l'économie russe, et qu'il attribue à ce qu'il appelle le « plan Poutine », autrement dit un ensemble de mesures prises par l'administration présidentielle.

« Le système de mesures mis en œuvre par le président comprend : un mécanisme général pour les prêts aux petites et moyennes entreprises, des mesures visant à accélérer le retour des actifs des industries clés sous la juridiction russe, un système de mesures visant à assurer l'afflux d'investissements dans des projets de la production de produits industriels prioritaires, cette année pour un montant d'au moins deux mille milliards de roubles, et d'ici 2030 – jusqu'à dix mille milliards de roubles, une plateforme d'investissement en cluster, le lancement d'un programme de garantie parapluie VEB d'un montant pouvant aller jusqu'à 200 milliards roubles, la création d'un instrument spécial permettant aux banques de participer à des projets d'investissement en tant qu'actionnaires.

A suivre

Notes[16] Banque Centrale de Russie, Денежно-кредитные условия и трансмиссионный механизм денежно-кредитной политики No 8 (14) август 2023 года, Moscou, août 2023.

[17] Alfa-Bank, CBR Rate Policy : tightening continues, Moscou, 15 septembre 2023.

[18] Alfa-Bank, Russian Macro – Strong economic recovery signals more rates hike ahead, Moscou, 31 août 2023.

[19] Voir V.A. Sal'nikov, <https://ecfor.ru/publication/peregrev-rossijskoj-ekonomiki-v-2023/>

[20] <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[21] Voir l'article d'Ekspert n°38, <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[22] <https://sberindex.ru/en>

[23] Voir <https://sberindex.ru/en/dashboards/ver-izmenenie-trat-po-kategoriyam>

[24] V.A. Sal'nikov, <https://ecfor.ru/publication/peregrev-rossijskoj-ekonomiki-v-2023/>

[25] https://sberindex.ru/en/dashboards/real_estate_deals_primary_market

[26] <https://sberindex.ru/en/research/operativnaya-otsenka-dinamiki-potrebitelskikh-raskhodov-11-17-sentyabrya-2023>

[27] <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[28] <https://sberindex.ru/en/dashboards/izmenenie-aktivnosti-msp>

[29] <https://fom.ru/Ekonomika/14927>

[30] Une partie de sa déclaration peut être aussi consultée sur le site de l'IPE-ASR, <https://ecfor.ru/publication/sozдание-predposylok-ekonomicheskogo-rosta-v-rossii-v-2023/>

[31] NdT : Il s'agit de mai, juin et juillet.

[32] Voir, pour les dépenses budgétaires en faveur de la défense Cooper J., Implementation of the Russian Federal Budget During January-July 2022 and Spending on the Military, SIPRI Background Paper, Stockholm, Octobre 2022. Idem, Russia's Military Expenditure During its War Against Ukraine, SIPRI Insights on Peace and Security, Stockholm, n°2023/07, juin 2023.

[33] Voir EKSPERT, n°38, 17 septembre 2023, <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[34] Ce qui était le cas de l'économie française dans les années 1950 et 1960...

ARABIE SAOUDITE

Budget estimatif de 334 milliards de dollars pour 2024

Le ministère saoudien des Finances a annoncé, samedi soir, dans une déclaration préliminaire, ses estimations des principaux indicateurs pour le budget de l'année prochaine, avec un total de 334 milliards de dollars américains. Le ministère a déclaré dans un communiqué qu'il s'attendait à ce que le déficit de son budget pour l'année prochaine atteigne 79 milliards de riyals (21 milliards de dollars), avec des dépenses estimées à 1251 milliards de riyals (334 milliards de dollars), contre des revenus d'environ 1172 milliards de riyals (313 milliards de dollars). Il s'attend également à ce que son déficit budgétaire pour l'année 2023, atteigne environ 82 milliards de riyals (22 milliards de dollars), grâce à des dépenses de 1262 milliards de riyals (337 milliards de dollars) et des recettes de 1180 milliards de riyals (315 milliards de dollars). En décembre dernier, l'Arabie saoudite a annoncé son budget 2023, avec des dépenses de 297 milliards de dollars, contre des recettes de 301 milliards de dollars, et s'attend à un excédent de 4 milliards de dollars. L'Arabie saoudite est le plus grand exportateur de pétrole au monde et le plus grand producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), et son économie en dépend fortement. Les économies des pays arabes du Golfe accordent une grande importance aux chiffres budgétaires les plus importants de l'Arabie saoudite, la plus grande économie arabe et du Golfe.

La France pourrait expédier 2,5 millions de tonnes de blé tendre vers le Maroc en 2023/2024

Le Maroc est le troisième importateur de blé en Afrique du Nord après l'Égypte et l'Algérie. Dans le pays, le blé tendre compte pour près de 70 % de la consommation totale de la céréale en milieu urbain et 66 % en milieu rural. Le Maroc devrait se procurer un total de 2,5 millions de tonnes de blé tendre en provenance de la France au terme de la campagne de commercialisation qui s'achèvera en juin 2024. C'est ce qu'estime Yann Lebeau, responsable de la région Maghreb au sein de l'Association des producteurs de céréales français (Intercéréales France). Le stock annoncé compterait alors pour près de la moitié des importations réalisées par le pays d'Afrique du Nord sur ces dernières années. D'après M. Lebeau, la nation tricolore a déjà expédié 1 million de tonnes de la céréale jusqu'à cette étape de la campagne. Il faut noter que le gouvernement marocain avait décidé en juin dernier de mettre en place système de subvention pour soutenir les importations d'un stock total de 2,5 millions de tonnes de blé tendre quelle que soit l'origine entre juillet et septembre 2023. D'après Abdelkader Alaoui, chef de la Fédération nationale de la minoterie (FNM), seulement 80 % de cet objectif a été atteint. En outre, les autorités anticipent l'achat d'un autre stock additionnel de 2,5 millions de tonnes sur le marché international d'ici juin 2024. L'Office national interprofessionnel des céréales (ONICL) indique d'ailleurs qu'un plan d'importation de 2 millions de tonnes a déjà été lancé pour la période allant d'octobre à décembre prochain. D'après les dernières prévisions du Département américain de l'agriculture (USDA), les importations marocaines de blé devraient augmenter de 13 % à 7 millions de tonnes en 2023/2024.

LE MAIRE DE LA CITY DE LONDRES À QNA

Les Relations commerciales et d'investissement Qatar-Royaume-Uni sont "solides et équilibrées"

Son Excellence le Maire de la City de Londres, le Baron Nicholas Lyons, a qualifié les relations commerciales et d'investissement entre l'État de Qatar et le Royaume-Uni de "solides et équilibrées", des relations en développement continu grâce au dialogue actif entre les deux pays concernant diverses opportunités d'investissement.

Non seulement l'investissement au Royaume - Uni, mais aussi au Qatar, où les entreprises britanniques ont également de très bonnes opportunités d'investir. Le Baron Nicholas Lyons, lors d'une interview avec l'Agence de presse de Qatar (QNA), le Maire de la City de Londres a déclaré que l'interaction entre les deux pays a été active tout au long de l'Histoire et s'est approfondie davantage grâce aux importants investissements de l'Autorité d'investissement de Qatar au Royaume-Uni au cours des dernières décennies, et qui a dépassé 40 milliards de livres sterling. De plus, les importations et les exportations de commerce et de services dans les deux sens ont atteint plus de 13 milliards de livres cette année. Ce nombre est en hausse considérablement chaque année, ce qui rend la relation très équilibrée et croissante. Le Baron Nicholas Lyons a ajouté qu'il a tenu des réunions fructueuses à Doha au cours des deux derniers jours avec Son Excellence le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jas-sim Al Thani, et Son Excellence le ministre des Finances, Mr Ali bin Ahmed Al Kuwari, au sujet des relations entre

l'État de Qatar et le Royaume-Uni. Il a également évoqué des réunions avec l'Autorité d'investissement de Qatar et l'Association des hommes d'affaires qataris, indiquant que la relation bilatérale entre les deux pays s'affirme davantage et l'aspiration à plus d'investissements qataris. Il a exprimé également sa satisfaction quant aux chiffres des importations et des exportations qui augmentent de manière significative, et il affirmé sa conviction que cela va se poursuivre. Concernant les domaines qui devraient être renforcés davantage dans les relations commerciales et d'investissement avec l'État de Qatar, il a déclaré qu'il y a de grandes opportunités dans un nombre de domaines, en particulier la technologie financière, puisque c'est un domaine très fertile pour le Qatar et pour les Chercheurs d'investissement. Il a estimé que le Qatar a toujours été un investisseur majeur dans le secteur immobilier, cependant, compte tenu des domaines de la technologie, de la technologie financière et des sciences de la vie en Grande-Bretagne, il sera fructueux pour les deux partis d'investir dans ces domaines, d'autant plus que le nombre de sociétés de technologie financière en développement au

Royaume-Uni dépasse le nombre de leurs homologues en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique réunis. Il a également considéré, qu'avec la transition des économies dépendantes des hydrocarbures vers les énergies propres, l'importance d'investir dans les technologies renouvelables est de plus en plus importante pour réaliser cette transition. Dès lors, le dialogue entre les deux partis au sujet du financement vert et durable est très important, même si le Qatar est également à la recherche d'autres opportunités dans la perspective de diversifier l'économie loin de la dépendance au gaz naturel. Le Maire de la City de Londres, a poursuivi, qu'investir dans le système de retraite britannique est également gratifiant car le gouvernement mobilise des fonds de pension de retraite, qui sont des fonds de pension à prestations définies avec un horizon à long terme qui s'aligne très naturellement avec la perspective à long terme des fonds souverains cherchant à réaliser des gains à long terme.

SÉNÉGAL/MAURITANIE

Allseas décroche un marché d'ingénierie sur le projet pétrogazier Greater Tortue Ahmeyim

Les parties prenantes du projet pétrogazier GTA s'activent pour en finaliser le développement. Début juillet, les autorités mauritaniennes ont révélé que le projet a atteint un taux d'exécution de 90 %. Le fournisseur de services pétroliers Allseas a annoncé, jeudi 5 octobre, qu'un marché lui a été attribué par le groupe BP dans le cadre des travaux de développement liés au gisement pétrogazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA) commun au Sénégal

et à la Mauritanie. Les données financières liées à ce contrat n'ont pas filtré. Ce dernier implique néanmoins la finalisation de la mise en place des conduites sous-marines du projet GTA soit l'installation d'environ 75 kilomètres de dispositifs de restriction, dans deux pipelines d'exportation de 16 pouces, situés entre 1 500 et 2 800 mètres de profondeur d'eau. Le deal prévoit également l'installation à environ 2 800 mètres de profondeur

d'eau, de quatre lignes intérieures d'une longueur maximale de deux kilomètres, en acier allié résistant à la corrosion (CRA). Une étude de faisabilité de ces différents travaux a été réalisée et leur exécution en mode accéléré devrait démarrer au début du mois de décembre 2023. C'est la plateforme de construction sous-marine Pioneering Spirit qui sera mobilisée à cet effet. «Cet accord démontre à la fois notre volonté et notre capacité à prendre en charge

des projets de pose de pipelines très complexes avec une planification et une exécution accélérées. Nous sommes ravis de travailler avec BP sur ce projet. Cette opportunité rétablit le partenariat entre nos deux sociétés et crée une plateforme sur laquelle développer et renforcer la collaboration future entre BP et Allseas», a déclaré Pieter Heerema, directeur général d'Allseas.

FMI

”La Tunisie n’est pas encore au bord du gouffre”

La Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a déclaré jeudi à Abidjan que la Tunisie n'était pas "encore au bord du gouffre". La directrice générale du FMI s'exprimait depuis la capitale économique ivoirienne, Abidjan, en présence du président Alassane Ouattara, en prélude des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale qui auront lieu à Marrakech, au Maroc, du 9 au 15 octobre courant. "La Tunisie a moins de risque comparé à l'Égypte, la Zambie et le Ghana mais des mesures urgentes sont toujours nécessaires pour finaliser les arrangements relatifs au plan de sau-

vetage d'une valeur de 1,9 milliard de dollars", a estimé la directrice du Fonds monétaire international (FMI) citée par des médias tunisiens et étrangers dont le site "Africanmanager". La DG du FMI aurait aussi déclaré concernant la Tunisie qu'"une restructuration de la dette n'est pas nécessaire car ils ne sont pas encore au bord du gouffre", ajoutant néanmoins, que "plus tôt le pays prendra des mesures pour renforcer sa situation budgétaire et ses performances économiques globales, mieux ce sera", rapporte le même média.

SECOND VACCIN ANTI-PALU POUR LES ENFANTS L'OMS entrevoit « un avenir sans paludisme »

Cette semaine, l'OMS a donné son approbation à un deuxième vaccin antipaludique destiné aux enfants, renforçant ainsi les efforts pour contrôler le paludisme sur le continent.

C'est un important développement dans la lutte contre le paludisme

en Afrique. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) vient de donner son approbation à un deuxième vaccin antipaludique, le R21/Matrix-M, pour la prévention du paludisme chez les enfants. Cette recommandation intervient après les avis positifs du Groupe stratégique consultatif d'experts sur la vaccination (SAGE) et du Groupe consultatif sur la politique de lutte contre le paludisme (MPAG) de l'OMS. La décision a été approuvée par le Directeur général de l'OMS lors de la réunion semestrielle ordinaire tenue du 25 au 29 septembre.

Le R21/Matrix-M est désormais validé par l'OMS, élargissant ainsi l'accès à ce vaccin, alors que seuls trois pays africains le recommandaient auparavant. Le paludisme a causé plus de 600 000 décès en 2021, principalement en Afrique, affectant particulièrement les enfants de moins de 5 ans.

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a exprimé sa satis-



faction, soulignant l'importance d'avoir désormais deux vaccins efficaces contre le paludisme. « En tant que chercheur, je rêvais du jour où nous disposerions d'un vaccin sûr et efficace contre le paludisme. Aujourd'hui, nous en avons deux », a déclaré l'Éthiopien. « La demande de vaccins RTS, S dépasse de loin l'offre, de sorte que ce deuxième vaccin est un outil

supplémentaire essentiel pour protéger plus d'enfants plus rapidement et pour tendre vers notre vision d'un avenir sans paludisme », a-t-il ajouté. Le développement d'un vaccin pédiatrique a été un objectif de longue date, et cette approbation de l'OMS marque une avancée significative dans la lutte contre le paludisme.

L'accessibilité au vaccin

R21/Matrix-M devrait être grandement facilitée grâce à cette recommandation, ouvrant la voie à un changement majeur dans la lutte contre cette maladie dévastatrice. Cent millions de doses devraient sortir des usines indiennes chaque année, avec la production confiée au Serum Institute of India, le plus grand fabricant de vaccins du monde.

CÔTE D'IVOIRE

Patrick Achi n'est plus Premier ministre

Les fonctions du Premier ministre Patrick Achi ont pris fin ce vendredi 6 octobre, à la suite d'un décret présidentiel lu à la RTI, télévision nationale. Une décision qui intervient au lendemain des élections municipales et régionales, mais aussi à deux ans de la présidentielle de 2025.

Patrick Achi n'assure plus la fonction de Premier ministre de Côte d'Ivoire. A travers un décret présidentiel, le chef de l'état Alassane Ouattara (photo) a mis fin à ses fonctions officiellement, ce vendredi 6 octobre. L'annonce a été faite dans un communiqué lu par le secrétaire général de la présidence de la République, Abdourahmane Cissé, sur les antennes de la télévision nationale (RTI).

« Le président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, a procédé, ce vendredi 6 octobre 2023, conformément à l'article 70 de la constitution ivoirienne, à la signature du décret mettant fin aux fonctions du Premier ministre, chef du gouvernement, ainsi qu'à celles des membres du gouvernement », a rapporté Abdourahmane Cissé. Selon l'article 70 de la constitution ivoirienne, le président de la République nomme le Premier ministre, chef du Gouvernement, et il met également fin à ses fonctions.

Faut-il le souligner, la dissolution du gouvernement survient un mois après la tenue, le 2 septembre dernier, des élections municipales et régionales, remportées majoritairement par le parti présidentiel, RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix). Au niveau des régionales, dans sa circonscription électorale, la région de La Mé, le chef du gouvernement Achi a conservé son poste avec 68,06% des voix, loin devant le candidat du PDCI-RDA.



Pour beaucoup, ce remaniement s'impose d'autant plus que certains ministres n'ont pas réussi à conserver leur mandat, après les récentes élections ou à se présenter comme candidats.

En attendant la nomination d'un nouveau Premier ministre, Patrick Achi et les membres du gouvernement sortant sont invités à expédier les affaires courantes.

En ce qui concerne M. Achi, il pourrait être reconduit dans ses fonctions de Premier ministre, selon certains avis, tout comme cela s'était déjà produit en avril 2022, après sa démission. En revanche, d'autres estiment cette éventualité peu probable cette fois-ci. Dans ce second scénario, étant donné son rôle prépondérant auprès du chef de l'État ivoirien, Patrick Achi pourrait être réaffecté à d'autres fonctions au sein de la présidence, ou dans des postes diplomatiques, à l'étranger.

En poste depuis fin mars 2021, Patrick Achi avait été nommé Premier ministre, deux jours après l'annonce du décès subit de l'ancien Premier ministre intérimaire, Hamed Bakayoko, lui-même remplaçant du défunt Amadou Gon Coulibaly.

Issu du PDCI-RDA, Patrick Achi est devenu un soutien d'Alassane Ouattara, à la suite du départ de sa formation politique de la coalition en 2018. Nommé secrétaire général de la Présidence en 2017, il passe ministre d'État en 2020. A la tête de la primature depuis 2 ans, Achi a bonne presse et ses relations avec le chef de l'État sont jugées « fusionnelles » par une bonne partie de l'opinion nationale. Ce vendredi, Alassane Ouattara lui a exprimé « sa gratitude » ainsi qu'à l'ensemble des membres de son équipe gouvernementale « pour leur engagement au service de la nation au cours de ces dernières années ».

TOGO

Accord avec la BADEA pour mobiliser un Fonds de 10 milliards FCFA au profit des PME locales

Ces accords tombent quelques mois après que la BADEA, active sur certains projets de développement au Togo, a annoncé son ambition de renforcer son portefeuille dans le pays. Les PME togolaises bénéficieront d'un appui supplémentaire de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique pour aider à leur développement. En marge de la rencontre internationale Africa SME Champions Forum qui s'est tenue à Lomé, le gouvernement a conclu avec la banque une convention d'une valeur de 10 milliards FCFA à cet effet.

L'accord a été paraphé par le DG de la BADEA, Sidi Ould Tah et le ministre togolais de l'Économie et des Finances, Sani Yaya. Cette importante facilité s'accompagne d'un second financement de 200 millions FCFA « destiné à l'assistance technique des PME », a précisé ce dernier. Victoire Tomegah-Dogbe, la cheffe du gouvernement togolais, a quant à elle invité les PME à faire diligence pour en profiter. Une autre convention a par ailleurs été signée avec l'AGF pour renforcer les garanties des PME locales. Le but est de conforter le mécanisme de garantie à travers des lignes et un intéressement au capital, relaie TogoFirst.

SÉNÉGAL

Macky Sall remplace le gouvernement, le Premier ministre Amadou Ba maintenu

Au Sénégal, le président Macky Sall a décidé de remplacer les membres du gouvernement, à l'exception d'Amadou Ba le Premier ministre. Le décret mettant fin aux fonctions des ministres a été signé ce vendredi, et l'annonce de la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale a été faite par la Présidence.

Le chef de l'État n'a pas manqué de remercier les ministres démis pour « leur engagement et le travail remarquable réalisé », depuis septembre 2022 où ils ont été nommés. Ce remaniement intervient à quelques mois des présidentielles de février 2024, et quelques semaines après qu'Amadou Ba ait été officiellement présenté comme dauphin de Macky Sall.

Parallèlement, une dissolution de gouvernement a eu lieu en Côte d'Ivoire au cours de la même journée, avec l'arrêt des fonctions du Premier ministre Patrick Achi et de l'intégralité de son équipe.

EN BOURSE

La bulle sur les énergies renouvelables a explosé depuis la pandémie

Le secteur a connu une envolée impressionnante durant la pandémie puis lors de l'éclatement de la guerre en Ukraine. Mais les hausses de taux et de matières premières ainsi que de récents avertissements sur résultats ont malmené les valorisations.

C'est une thématique qui est censée bénéficier de vents très porteurs, notamment au niveau des sujets ESG (environnement, social, gouvernance, les critères extra-financiers): les énergies renouvelables. Plusieurs de ces valeurs sont présentes à la Bourse de Paris, telles que Neoen ou Voltalia, pour ne citer qu'elles. Pourtant ces deux actions évoluent très loin de leur pic atteint fin 2020 ou début 2021, avec une chute d'environ 60% pour l'une comme pour l'autre. Ces deux exemples français ne constituent pas des cas isolés, loin s'en faut. L'indice mondial S&P Global Clean Energy, qui rassemble une centaine d'actions du secteur (Vestas, Iberdrola, Orsted, First Solar) l'illustre parfaitement. De 853 points début 2020, cet indice a connu une hausse brutale à 2113 points début 2021 pour plonger et évoluer actuellement à 869 points.

La grande bulle de la pandémie

Ce qui laisse penser qu'une bulle s'était créée en 2020, année de la pandémie. "La grande bulle sur le secteur des énergies renouvelables s'est formée durant la pandémie, car le Covid-19 a donné un coup de projecteur sur la nécessité d'investir dans les énergies renouvelables. Du jour au lendemain, les valorisations ont atteint un niveau stratosphérique et il fallait bien que tout cela éclate. C'est ce qui s'est produit au début de 2021", explique Martin Tessier, Vice-Président, recherche actions Utilities et énergies renouvelables chez Stifel. "A cette date, les entreprises d'énergies renouvelables avaient atteint des niveaux de valorisation qui intégraient un caractère spéculatif, le marché anticipant de potentiels rachats. Les majors pétrolières, qui cherchent à se diversifier vers les renouvelables, étaient au premier rang des acquéreurs suspectés. Mais plusieurs dirigeants du secteur, comme le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, ont évoqué une "bulle" sur le marché, contribuant à l'éclatement de celle-ci", développe-t-il. Un deuxième mouvement de hausse important a surgi l'an passé. "Une autre bulle, cette fois plus justifiée s'est créée en 2022, avec l'éclatement de la guerre en Ukraine. Pour simplifier, les Européens n'avaient plus accès au gaz russe et il a fallu trouver des sources d'énergie disponibles et à bas prix. Les renouvelables cochaient assez bien ces deux cases", développe Martin Tessier. "Heureusement l'Europe et plus particulièrement l'Allemagne ont surmonté cette crise en sécurisant des volumes additionnels de gaz (en l'occurrence, du GNL) en remplacement du gaz russe, ce qui a permis de n'avoir qu'un seul hiver tendu, celui de 2022. Cette bonne gestion de l'approvisionnement a permis au prix du gaz de revenir à des niveaux d'avant crise, réduisant les prix de l'électricité avec pour incidence finale un impact négatif sur les cours des entreprises du secteur renouvelable", poursuit l'analyste. "Un autre effet est lié au prix du gaz et de l'électricité. Par construction, les prix de marché de l'électricité dépendent de ceux du gaz, et donc avec l'envolée des prix du gaz en 2022, ceux de l'électricité ont suivi. La conséquence est que les producteurs d'électricité à partir d'énergies renouvelables ont vu les prix et donc leurs revenus et leur rentabilité progresser, amenant à des rehaussements de "guidance" (perspectives, NDLR). Jusqu'à ce que les pays européens instaurent, certes temporairement, des prices caps (des plafonds) sur les prix de l'énergie", fait également valoir Martin Tessier. "Ces prices cap ont calmé l'euphorie boursière. Les interventions réglementaires et la bourse ne font jamais bon ménage", conclut-il.

Hausses des taux, des matières premières et avertissement sur résultats
Voilà pour le contexte des dernières années. Mais au-delà de ces bulles éclatées, d'autres facteurs ont pu jouer alors que l'indice S&P Clean Energy plonge encore de plus de 30% depuis le début de l'année. La hausse des rendements obligataires a clairement pesé sur le secteur, dans la mesure où les groupes d'énergies renouvelables restent des va-

leurs de croissance, et donc par construction, leurs valorisations sont lestées par les hausses de taux. Un peu comme la tech. L'envolée des cours des matières premières pénalisent également ces titres. "Dans le solaire, les prix du polysilicium, le matériau de base des panneaux solaires (30% à 40% du coût total), ont nettement augmenté à la suite de la pandémie en 2020, mais ils sont en baisse de 75% sur les 12 derniers mois, et sont de nouveau proches de leur niveau pré-pandémie, ce qui est de bon augure pour les développeurs de projets photovoltaïques. En revanche les coûts des métaux dans l'éolien, comme l'acier, l'aluminium, le ciment, restent élevés, d'autant que pour l'offshore il faut ajouter le prix du transport maritime", énumère Martin Tessier. Ce qui s'ajoute aux soucis déjà bien connus du secteur. "Il existe un problème de rentabilité important dans ce secteur, avec des prix d'acquisitions de l'électricité qui ne sont pas assez élevés pour ces projets, et il va falloir que les gouvernements se penchent sur cette question", souligne Benjamin Louvet, responsable de la gestion matières premières chez OFI Invest Asset Management et co-auteur du livre "Métaux le nouvel or noir" (*), qui vient d'être publiée.. "Les projets prennent par ailleurs du temps. Un champ éolien offshore nécessite un peu plus de 10 années de mise en place". "La durée d'obtention des permis est longue (supérieure à deux ans dans l'éolien bien que ce seuil ait été fixé comme un maximum par l'Union Européenne)", poursuit-il. Des avertissements sur résultats de la part de grands acteurs n'ont par ailleurs guère aidé le marché à reprendre confiance. Fin juin, Siemens Energy, division du conglomerat allemand Siemens cotée à part à Francfort, avait abandonné son objectif de rentabilité pour 2023, à la suite de difficulté de sa filiale espagnole Siemens Gamesa. Cette dernière avait alors fait part d'une hausse importante des défaillances de composants techniques dans ses éoliennes. Plus récemment, fin août, le danois Orsted a annoncé un total de 16 milliards de couronnes danoises (2,2 milliards d'euros) d'"impairments" (des dépréciations) liés à trois projets éoliens offshore aux Etats-Unis. Ce en raison de retards avec les fournisseurs, de difficultés à obtenir certains avantages fiscaux auprès de l'administration américaine, et de coûts de financements plus élevés dus à la hausse des taux. "Cette annonce, spécifique à Orsted et à l'éolien offshore aux Etats-Unis, s'est propagée à l'ensemble des renouvelables, toute technologie et géographie confondue. A tort, car la situation est bien moins catastrophique sur les autres technologies, notamment sur le solaire. Le facteur émotionnel a beaucoup joué dans la récente chute du secteur",

juge Martin Tessier de Stifel.

Des opportunités

Avec ces baisses, de potentiels point d'entrée peuvent apparaître pour les investisseurs. "Il peut y avoir de bonnes opportunités boursières dans le solaire, où les capex (dépenses d'investissements, NDLR) unitaires sont en baisse de 10-20% sur les 12 derniers mois, et où l'acceptation sociale est nettement plus élevée que dans l'éolien offshore et onshore", pointe Martin Tessier. Alors que les majors pétrolières rechignent à racheter des cibles dans le secteur, peuvent-elles changer de braquet en réalisation des acquisitions?

"La valorisation peut aujourd'hui être attractive

sur certains acteurs dans l'optique de potentiels rachats. Le secteur se traite désormais environ 9x fois l'Ebitda 2024, contre 14-15x fois auparavant. Le ratio EV/MW (valeur d'entreprise par mégawatt, NDLR) des opérateurs européens ressort à €900k/MW, soit environ le même niveau que le capex unitaire moyen actuel pour le solaire et l'éolien onshore", estime en tout cas Martin Tessier. L'expert considère toutefois que les valorisations ne devraient pas être tirées davantage par un quelconque engouement accru du marché pour les sujets ESG. "La thématique ESG marche surtout dans un marché bullish (haussier). Dans un marché baissier, les fondamentaux économiques et la théorie financière reprennent le dessus", explique-t-il.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Octobre 2023					
Valeur : 09 Octobre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.5833	137.5983
1	EUR	EURO		144.6413	144.7121
1	GBP	POUND STERLING		166.9498	167.0288
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3130	92.3293
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8419	18.8465
1	CHF	SWISS FRANC		150.0363	150.1182
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.9879	100.0278
1	DKK	DANISH KRONE		19.4014	19.4052
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4506	12.4549
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5126	12.5190
1	AED	UAE DIRHAM		37.4519	37.4662
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.6820	36.6880
1	KWD	KUWAITI DINAR		444.6778	444.8700
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9183	43.3496
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3446	13.3461
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9493	28.0922
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6254	3.6258
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.1444	180.1444

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, finalement satisfaite du rapport sur l'emploi

La Bourse de New York est satisfaite du rapport sur l'emploi américain, après avoir été initialement effrayée. La Bourse de New York a terminé en nette hausse vendredi, finalement satisfaite du rapport sur l'emploi américain après avoir été initialement effrayée, choisissant de retenir la modération des salaires plutôt que les créations de postes massives. Le Dow Jones a progressé de 0,87%, l'indice Nasdaq a pris 1,60% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 1,18%. La trajectoire de la séance a été dictée par le rapport mensuel du ministère américain du Travail, qui a fait état de 336.000 créations d'emplois en septembre, soit près du double des 170.000 anticipés par les économistes. En outre, le ministère du Travail a revu en hausse les données des deux mois précédents, ajoutant 119.000 créations en net.

«Cela va mettre encore un peu plus de pression sur la Fed (banque centrale américaine) pour monter ses taux» lors de sa prochaine réunion, a commenté Chris Zaccarelli, d'Independent Advisor Alliance. Les opérateurs attribuent désormais une probabilité de plus de 40% à l'hypothèse d'un nouveau relèvement d'ici la fin de l'année. Dans la foulée, les taux obligataires ont été de nouveau propulsés vers le ciel. Le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans a établi un nouveau sommet en seize ans, à 4,8852%. Son équivalent à trente ans est aussi allé plus haut qu'il ne l'avait fait depuis 2007, à 5,05%. Les indices boursiers, eux, ont ouvert ostensiblement dans le rouge, avant que le marché ne se retourne, contre toute attente, côté actions comme obligations. Les opérateurs «ont pelé l'oignon» du

rapport sur l'emploi, pour le décortiquer et y trouver d'autres éléments que le chiffre principal, a expliqué Sam Stovall, de CFRA. Ils y ont vu que la progression du salaire moyen avait ralenti en septembre, à 4,2% sur un an contre 4,3% le mois précédent, en dessous des attentes. «Les investisseurs en ont conclu que le scénario d'un atterrissage en douceur (de l'économie américaine), avec une décélération de l'inflation, était toujours crédible», ce qui les a incités à l'optimisme et à l'achat, selon Sam Stovall. Les capitalisations géantes de Wall Street, toutes issues du secteur technologique, ont sorti la grand-voile avec, en tête, Microsoft (+2,47%) et Meta (+3,49%).

TAUX D'INTÉRÊT

Une nouvelle hausse en novembre est très probable

La banque centrale américaine (Fed) devra certainement relever encore ses taux et les maintenir à un niveau élevé, pour faire revenir l'inflation à l'objectif de 2,0%, a estimé samedi l'une de ses responsables.

« **L** 'inflation reste trop élevée et je pense qu'il sera probablement approprié que le Comité augmente encore les taux et les maintienne à un niveau restrictif pendant un certain temps afin de ramener l'inflation à notre objectif de 2% », a déclaré Michelle Bowman, une gouverneure de la Fed, lors d'un discours devant des banquiers en Virginie Occidentale. L'indice PCE de l'inflation, privilégié par la Fed, s'est établi à 3,5% sur un an, réaccéléralant pour le deuxième mois d'affilée, en raison de la hausse des prix de l'énergie. Une autre mesure, l'indice CPI, sur lequel sont indexées les retraites, est également reparti à la hausse en août, à 3,7% sur un an.

« **L'économie est restée solide** » « Je vois un risque persistant que les prix élevés de l'énergie annulent certains des progrès que nous avons observés en matière d'inflation ces derniers mois », a averti Michelle Bowman. Elle a relevé que « l'économie est restée solide », évoquant un PIB qui a



« augmenté à un rythme soutenu », tandis que « les dépenses de consommation sont restées robustes et (que) le secteur immobilier semble continuer de rebondir ». Cette solidité pourrait permettre de resserrer encore la politique monétaire, sans pour autant provoquer de récession. Quant au marché de l'emploi, l'offre et la demande de main-d'œuvre semblent être « en train de mieux s'équilibrer », a souligné la gouverneure, après plus de

deux années d'une importante pénurie de main-d'œuvre, qui a fait flamber les salaires, contribuant à la hausse de l'inflation. Par ailleurs, la hausse des taux a conduit les banques commerciales à réduire leurs prêts accordés aux ménages et aux entreprises, « mais malgré ce durcissement des conditions de prêt, il n'y a pas eu de contraction brutale du crédit qui ralentirait considérablement l'activité économique », condition nécessaire à

une baisse durable de l'inflation, a souligné Michelle Bowman. Lors de sa dernière réunion, les 19 et 20 septembre, la Fed a maintenu son principal taux directeur dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, plus haut niveau depuis 2001. Les responsables ont cependant signalé qu'ils pourraient les relever encore d'ici la fin de l'année. La prochaine réunion aura lieu les 31 octobre et 1er novembre.

CNUCED

Un ralentissement de la croissance mondiale à 2,4% en 2023

La croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,4 % en 2023, contre 3% en 2022, avec peu de signes de rebond pour l'année prochaine, a indiqué la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Dans le « Rapport sur le commerce et le développement 2023 » publié mercredi, la CNUCED a mis en garde contre une économie mondiale au point mort, avec une croissance ralentissant dans la plupart des régions par rapport à l'année dernière et seuls quelques pays s'opposant à la tendance. Selon le rapport, l'économie mondiale se trouve à la croisée des chemins, où des trajectoires de croissance divergentes, des inégalités croissantes, une concentration croissante des marchés et un fardeau de la dette croissant jettent des ombres sur son avenir. « A l'échelle mondiale, la reprise post-pandémique est divergente », indique le rapport. Si certaines économies, comme le Brésil, la Chine, l'Inde, le Japon, le Mexique, la Russie et les Etats-Unis, ont fait preuve de résilience en 2023, d'autres sont confrontées à des défis plus redoutables. Dans le contexte d'une croissance plus lente et d'une absence de coordination politique, cette divergence suscite des inquiétudes quant à l'avenir de l'économie mondiale, selon le rapport. Des réformes institutionnelles de l'architecture financière mondiale, des politiques plus

pragmatiques pour lutter contre l'inflation, les inégalités et la dette souveraine ainsi qu'une surveillance plus forte des marchés clés sont nécessaires, estime le rapport. Le rapport appelle à des marchés plus transparents et réglementés pour un système commercial mondial plus équitable. « Pour protéger l'économie mondiale des crises systémiques futures, nous devons éviter les erreurs politiques du passé et adopter un programme de réformes positif », a sou-

ligné la secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan. « Nous avons besoin d'une combinaison équilibrée de mesures budgétaires, monétaires et du côté de l'offre pour parvenir à la durabilité financière, stimuler l'investissement productif et créer de meilleurs emplois. La réglementation doit s'attaquer aux asymétries croissantes du système commercial et financier international », a-t-elle ajouté.

PORTUGAL

Le salaire minimum va augmenter de 7,9% en janvier

Le salaire minimum au Portugal sera augmenté à partir de janvier de 7,9%, de 760 à 820 euros sur 14 mois, selon un accord signé samedi par le gouvernement et une partie des syndicats et des représentants du patronat. Au Portugal les salariés touchent leur salaire mensuel 14 fois, avec un 13ème salaire à Noël et un 14ème lors des vacances d'été. La référence donnée par la concertation sociale en matière d'actualisation des revenus pour l'année prochaine a également été revue en hausse, à 5% contre 4,8% en 2023. « Cet accord entérine des hausses de salaire et améliore la compétitivité de l'économie portugaise », s'est félicité le premier ministre socialiste Antonio Costa, en soulignant qu'il s'agissait de la plus forte hausse annuelle du salaire minimum jamais observée. Le document a été souscrit par la confédération syndicale UGT, plus modérée et proche du Parti socialiste, mais pas par la confédération majoritaire CGTP, historiquement proche du Parti communiste. Du côté du patronat, la plus importante association représentative des entreprises portugaises, en particulier des filières industrielles, a elle aussi refusé de signer l'accord, qui a en revanche été soutenu par les représentants des secteurs du commerce et des services, du tourisme et de l'agriculture. Selon les prévisions publiées la semaine dernière par la Banque du Portugal, le pays ibérique devrait connaître une inflation de 5,4% sur l'ensemble de l'année 2023, après une hausse des prix de 7,8% l'an dernier.

ZONE OCDE

L'inflation annuelle grimpe à 6,4 %

Le taux d'inflation annuel a atteint les 6,4 % en août, dans la région de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), contre les 5,9 % du mois de juillet, alors que le déclin des prix de l'énergie a ralenti sur un an, a déclaré un groupe international. L'inflation annuelle a augmenté dans 14 pays de l'OCDE en août, 9 d'entre eux ont enregistré une hausse de 0,5 point de pourcentage ou plus, dont la Turquie, qui a connu une augmentation d'environ 10 points de pourcentage, selon l'OCDE. L'inflation énergétique a été négative sur un an dans 22 des 38 pays de l'OCDE au total, alors que l'inflation alimentaire a continué dans sa tendance à la baisse, mais à un rythme plus lent que les mois précédents, demeurant à 8,8 % en août après les 9,2 % du mois de juillet.

GAZ RUSSE

Poutine donne le coup d'envoi des livraisons à l'Ouzbékistan

Vladimir Poutine a donné samedi le coup d'envoi de la livraison du gaz russe à l'Ouzbékistan via le Kazakhstan. Depuis plusieurs mois, la Russie a opéré un changement stratégique et se tourne désormais vers l'Asie où la demande énergétique est très forte pour compenser la baisse des livraisons de gaz vers le Vieux Continent. En revanche, le gaz russe ne fait toujours pas l'objet d'embargo européen. Alors que les flux de gaz russe par gazoduc vers l'Union européenne se sont considérablement taris depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie se tourne vers de nouveaux marchés. Vladimir Poutine a ainsi donné, ce samedi, le coup d'envoi de la livraison du gaz russe à l'Ouzbékistan via le Kazakhstan. « Permission accordée », a lancé le président russe, aux côtés de ses homologues ouzbek et kazakh, Chavkat Mirziyoyev et Kassym-Jomart Tokaïev, venus dans sa résidence près de Moscou, pour une cérémonie solennelle du lancement de la livraison par visioconférence. La cérémonie a lieu le jour où le maître du Kremlin fête ses 71 ans. « C'est le plus grand projet énergétique trilateral » entre la Russie et ces deux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, s'est félicité Vladimir Poutine. Selon lui, ce projet permettra à l'Ouzbékistan, lui-même riche en hydrocarbures, d'avoir « une source supplémentaire d'énergie », alors que le Kazakhstan pourra régler le problème de gazéification des régions situées dans le nord et dans l'est du pays. « La Russie pourra elle confirmer une fois de plus son statut de fournisseur fiable du gaz naturel », a-t-il ajouté. « Nous sommes ouverts à une coopération ultérieure », a souligné Vladimir Poutine, en ajoutant que les trois dirigeants vont discuter dans l'après-midi des perspectives de cette coopération. Celles-ci sont « importantes, significatives dans le domaine énergétique en gros, pas seulement dans ce qui est lié à la livraison du gaz », a-t-il assuré. « Il y a des projets. Et des possibilités (...), il y en a aussi », a conclu Vladimir Poutine. Contrairement au charbon et à certains produits pétroliers, le gaz russe ne fait pas l'objet d'un embargo mis en place par l'Union européenne après l'intervention militaire du Kremlin en Ukraine, lancée en février 2022. C'est même le mouvement inverse qui s'est produit. Moscou a réduit lui-même volontairement ses flux gaziers transitant par pipeline vers les Vingt-Sept et a entamé ces derniers mois un changement stratégique en réorientant une partie de ses exportations vers l'Asie, où la demande énergétique est forte.

TESLA MODEL Y
Une nouvelle version est disponible, mais pas celle qu'il faut acheter

Une nouvelle version de la Model Y est apparue en Chine, mais il ne s'agit pas de la version Highland tant attendue. Comme souvent chez Tesla, c'est la Chine qui semble être la première servie. Le configurateur en ligne pour le marché chinois a été mis à jour avec une nouvelle version de la Model Y. Pourquoi c'est important ? Parce que le constructeur californien a procédé de la même manière il y a quelques semaines avant d'annoncer la disponibilité de la nouvelle version de la Model 3, Highland. Tout porte à croire que cette Model Y « chinoise » sera la « nouvelle » version du SUV de Tesla. Mais alors que celle-ci semble avoir évolué, on semble loin des modifications apparues sur la Model 3 Highland. La nouvelle Model Y compte effectivement assez peu de modifications si on compare son évolution à celle, récente, de la Model 3. Au niveau des performances tout d'abord, Tesla communique sur un très léger gain en autonomie (entre 1 % et 2 %), mais aussi sur des performances accrues. Le 0 à 100 km/h peut être parcouru en 5,9 secondes sur la version d'entrée de gamme, soit une seconde de mieux qu'auparavant. Ces changements substantiels ne présagent pas d'une évolution en profondeur du SUV, mais ils témoignent du fait que Tesla ne cesse d'optimiser son modèle le plus vendu, même à la marge. L'autre changement notable, c'est au niveau du design intérieur. Sur ce point, la nouvelle Model Y reprend deux éléments de la Model 3 Highland, à savoir le nouveau système d'éclairage de l'habitacle et le revêtement modernisé de la planche de bord. Inutile de chercher le nouveau volant sans comodors, ou les sièges ventilés de la Highland, cette Model Y en est dépourvue.

ESSAI – OPEL ASTRA ELECTRIC (2023)

En route vers la transition !

Déjà disponible en motorisations essence, diesel et hybride rechargeable, l'Opel Astra se met à l'électrique pour la rentrée avec la dernière évolution du moteur Stellantis de 156 ch, qui équipera aussi sa cousine, la Peugeot 308.



Apparue l'an dernier, la sixième Astra de la lignée compte déjà 7 versions au catalogue, et même 13 avec les déclinaisons Sport Tourer (break), facturées 1 150 € de plus ! Un large public trouve facilement chaussure à son pied. Il est possible d'opter pour une version abordable essence de 110 ou 130 ch, sobre grâce au diesel de 130 ch ou plus puissante avec les ensembles hybrides rechargeables de 180 ch et même 225 ch avec la finition GSe. Désormais, l'Electric étoffe encore le catalogue. L'Opel a droit au nouveau moteur de 115 kW ou 156 ch. Un moteur synchrone à aimants permanents bien connu au sein des autres marques du groupe Stellantis puisqu'il équipe déjà plusieurs modèles tels que la Citroën ë-C4, le DS 3 E-Tense, récemment le Peugeot e-2008 et prochainement... l'e-308, cousine de l'Astra avec qui elle par-

tage de nombreux éléments. Plaisante car vive, avec du répondant à bas régime, cette machine électrique permet de facilement s'insérer dans le flot de la circulation sur les grandes artères des zones urbaines. Mais dans ces conditions, il est préférable de sélectionner le mode Normal sur les trois disponibles (Eco, Normal et Sport), car l'agrément et la puissance varient fortement d'un programme à l'autre. Ainsi, en Eco, seulement 108 ch et 220 Nm de couple sont disponibles. A privilégier dans les embouteillages ou les centres-villes quand la vitesse est limitée à 30 km/h, mais un peu juste dans d'autres situations. En Normal, la puissance passe à 136 ch et le couple à 250 Nm. Il s'agit du mode sélectionné par défaut à la mise en route du moteur. Les accélérations, nettement plus toniques qu'en mode Eco, améliorent l'agrément tout en conservant une

consommation d'électricité raisonnable : Opel annonce 14,8 kWh/100 km de moyenne. À ce rythme, la batterie de 51 kWh de capacité utile se vide sur 345 km. Une autonomie suffisante au quotidien pour réaliser la plupart de nos trajets sans recharger. En revanche, en voyage, cette Astra se montre moins à son avantage. Lancée à 130 km/h sur autoroute, la consommation grimpe rapidement à 20,8 kWh/100 km à l'ordinateur de bord, et encore plus si vous roulez chargé, avec des passagers et leurs bagages. Dans ces circonstances, le mode Sport est vivement recommandé pour bénéficier de la puissance et du couple maximaux (156 ch, 270 Nm) lors des dépassements ou des accélérations dans les côtes. Mais alors, les barrettes du niveau de la batterie, qui s'affichent sur l'écran de l'instrumentation de bord, s'éteignent les unes après les autres

aussi vite que la neige fond au soleil au fur et à mesure que les kilomètres défilent. Après 245 km environ, il n'y a plus de jus ! Panne sèche. Pour l'éviter, il faudra donc penser à recharger tous les 200 km : trop peu pour envisager sereinement de longs trajets. Car chaque arrêt dure au minimum trente minutes. Il s'agit du temps nécessaire pour faire passer la batterie de 10 à 80% de sa capacité sur une borne rapide de 100 kW (la puissance maxi acceptée). Bref, une autonomie réelle un peu trop limitée pour une compacte qui offre par ailleurs de bonnes qualités routières. Châssis bien équilibré, direction précise et freinage performant rendent la conduite aussi plaisante que rassurante. Les suspensions, fermes sans être raides à l'excès, soignent le confort.

1ER ESSAI – MICROLINO DOLCE 17 CH/14 KWH

Craquante... et après ?

À mi-chemin entre une moto et une voiture, la Microlino débarque en France. Ce quadricycle à moteur électrique de 17 ch, de 2 places et seulement 2,52 m de long se veut la nouvelle alternative à nos traditionnelles mini-citadines. Tel un ORNI (objet roulant non identifié), la Microlino suscite la curiosité des passants. Quel succès ! C'est simple, en vingt-trois ans de carrière professionnelle, après avoir essayé toutes sortes de voitures et plus encore, jamais un véhicule n'a fait preuve d'un capital sympathie aussi fort. Il est vrai que cet œuf à roulettes, sans aucune porte latérale, a de quoi surprendre. Surtout au moment d'accéder à bord ! Une simple pression sur le petit bouton noir, situé sur le côté droit de l'auto, déverrouille une grande porte pesant... 46 kg (!) découpée dans la face du véhicule. Son ouverture en élytre, avec un mouvement qui se dirige vers l'avant puis vers le haut, assure le spectacle et amuse les badauds ébahis et hilares. Pourtant, les ingénieurs suisses à l'origine de ce drôle d'engin n'ont rien inventé. La BMW Isetta, produite entre 1955 et 1962, disposait déjà d'une porte identique. La ressemblance entre les deux véhi-

cules ne s'arrête pas là. Comme feu la mini-allemande, la Microlino accueille deux adultes. Assis côte à côte, ils profitent d'une banquette coulissante, à la garniture épaisse et souple, qui ménage un confort d'assise bien supérieur à celui de sa concurrente directe, la Citroën Ami, dotée de simples sièges en plastique dur, habillés de petits coussins aussi épais que du papier à cigarette. Et contrairement à la française aux chevrons, la Microlino dispose elle d'un volume de coffre correct pour sa taille. Avec 230 dm³, il dépasse même celui d'une Renault Twingo (225 dm³) ! S'installer au volant réclame toutefois un peu de gymnastique, surtout pour un adulte. Mais une fois aux commandes, le conducteur prend vite ses repères. Notamment les gauchers ! Excepté la mise en route du moteur électrique qui s'effectue à l'aide d'une clé traditionnelle à glisser dans le Neiman, à droite de la colonne de direction, la plupart des autres commandes se situent à gauche, comme le levier de frein à main, la molette de sélecteur de marche (Drive, point mort et marche arrière), surmontée au centre du bouton Boost pour activer le mode Sport. Ce dernier apporte quelques watts supplémentaires pour

monter une rue en pente ou franchir une rampe de sortie de parking souterrain, par exemple. Avec 17 ch seulement, la Microlino n'a rien d'une fusée. Le constructeur annonce un 0 à 50 km/h en 5 s, et 90 km/h en vitesse de pointe, à condition d'être bien lancé... Ce manque de puissance et de tonus explique en partie l'interdiction à la Microlino d'emprunter l'autoroute; les périphériques urbains lui sont toutefois autorisés. Néanmoins, au volant, le conducteur se sent plus à l'aise dans les petites rues des centres-villes que sur les grands axes. Même si cette petite puce repose sur un châssis monocoque, avec des suspensions indépendantes aux quatre roues, l'absence d'ABS et d'ESP (correcteur électronique de trajectoire) limite la sécurité. Les airbags également sont indisponibles ! Et pour surveiller ses arrières, inutile de regarder vers un hypothétique rétroviseur central, lui aussi inexistant. Seuls deux petits miroirs extérieurs, en forme de roquette, permettent de jeter un coup d'œil derrière. Pas idéal lors de certaines manœuvres. Autre regret : la direction dépourvue d'assistance exige de la poigne pour tourner le volant. Surtout à l'arrêt, au moment de stationner. Heureusement, en roulant, l'effort réclamé dans les bras est moindre.

LE TITANE DE L'IPHONE 15 PRO

Erreur titanesque ou nouveau standard pour l'industrie du smartphone ?

L'iPhone 14 ne laissera pas de souvenir impérissable au sein de la grande famille des smartphones d'Apple. Les consommateurs ne s'y sont pas trompés : d'une année sur l'autre, ce modèle a perdu près d'un quart de sa valeur.

Avec les iPhone 15 Pro et Pro Max, Apple inaugure un nouveau design en titane. Les deux smartphones troquent l'acier inoxydable contre un nouvel alliage très haut de gamme. Ce changement est-il responsable de certains des problèmes rencontrés par les iPhone ?

Les iPhone 15 Pro, les nouveaux fleurons haut de gamme d'Apple, viennent d'arriver sur le marché. Ce nouveau millésime se distingue des iPhone 14 Pro par l'utilisation d'un nouvel alliage de métal pour le châssis.

Le titane remplace l'acier inoxydable

Pour la première fois, Apple mise sur un design tout de titane en lieu et place de l'acier inoxydable, qu'on trouve sur les précédents iPhone. Selon Greg Joswiak, responsable marketing d'Apple, il s'agit du « matériau le plus haut de gamme qu'Apple a utilisé sur un iPhone ». On trouve ce titane sur les tranches plates de l'iPhone. Le dos est quant à lui recouvert de verre. Dans le détail, le géant de Cupertino s'est servi d'un alliage combinant titane, aluminium et vanadium. Ce type d'alliage est surtout répandu dans l'aéronautique et dans le secteur des implants et des prothèses. Comme le montre le démontage réalisé par Jerry Rig Everything, le châssis est composé d'un cœur d'aluminium recouvert de titane. Pour concevoir ce mélange, Apple a utilisé du titane de grade 5 (TAGV). Largement répandu, ce type de titane est là encore fréquemment utilisé dans l'aérospatiale, l'industrie médicale (pour les implants), l'automobile et les sports de haute performance. Il est réputé pour sa légèreté et sa résistance à la corrosion. La moitié du titane produit dans le monde est d'ailleurs labellisé grade 5, indique Titanium Processing Center, une entreprise américaine spécialisée dans le traitement du métal.



L'atout majeur du titane : la légèreté

Grâce à l'intégration du titane, les iPhone 15 Pro sont beaucoup moins lourds que leurs prédécesseurs. En moyenne, le titane est 40 % moins lourd que l'acier inoxydable. C'est vraisemblablement la raison principale qui a poussé Apple à se pencher sur le titane. Le géant californien s'est en effet rendu compte que l'iPhone avait progressivement pris du poids au cours des dernières générations au fur et à mesure que l'écran s'est agrandi et que des capteurs photo ont poussé sur le dos. C'est « l'un des métaux affichant le meilleur rapport robustesse/poids, faisant de ces modèles les plus légers jamais proposés par Apple dans sa gamme Pro », se vante la marque dans un communiqué de presse. Par exemple, l'iPhone 14

Pro Max pèse jusqu'à 240 g, ce qui se ressent à l'utilisation. Avec son châssis en titane, l'iPhone 15 Pro Max ne pèse plus que 221 g, soit 19 grammes de moins ou 9 % du poids total.

Ce régime se sent lors de la prise en main. D'après les experts d'iFixit, Apple est ainsi parvenu à « retirer du poids sur le pourtour de l'iPhone », ce qui donne l'impression qu'il est plus facile à manipuler. L'entreprise s'est appuyée sur le principe du moment d'inertie, estime iFixit : « Quand il y a moins de masse sur les bords, le téléphone paraît plus maniable en main – comme quand vous serrez vos jambes pour mieux tourner sur vous-même ».

Le titane et ses inconvénients Depuis la sortie des iPhone 15 Pro sur le marché, de nombreux problèmes ou incidents ont été at-

tribués, à tort ou à raison, à l'intégration du titane. Ci-dessous, on fait le point sur les éléments attribués au métal et on tord le cou à certaines idées reçues.

Apple prétend que le titane améliore la robustesse des iPhone. La marque n'hésite pas à se féliciter pour la « solidité du titane ». En effet, les producteurs de titane mettent régulièrement en avant la résistance mécanique importante du métal. Sur son site officiel, la société Titanium Processing Center déclare que « le titane est considéré comme l'un des métaux les plus résistants ». D'ailleurs, il résiste généralement aux balles : « La plupart des armes à feu utilisées pour la chasse ainsi que les armes de poing pour l'autodéfense et l'usage personnel ne peuvent pas pénétrer la feuille de titane ».

NOUVEAU PIRATAGE CHEZ SONY

Les données de 7 000 employés dans la nature

Sony est décidément une des cibles préférées des pirates. L'entreprise a été victime du vol de données personnelles de près de 7 000 employés, qui vont recevoir des protections spécifiques contre le vol d'identité.

Fin mai, le groupe de pirates CLOP pénétrait par effraction sur des serveurs du groupe Sony Interactive Entertainment (SIE) qui gère tout ce qui a trait à PlayStation. Après l'exploitation d'une faille de sécurité SQL « zero day » sur la plateforme MOVEit Transfer, les hackers ont subtilisé les données personnelles de 6 791 employés américains, actuels et anciens, de SIE. Un incident limité L'opération a été menée le 28 mai, Sony a découvert le téléchargement illicite des données le 2 juin, et a procédé immédiatement à la désactivation de la plateforme pour remédier au problème. Une enquête a été lancée avec l'assistance d'experts en sécurité informatique ; les forces de l'ordre ont aussi été mises dans la boucle. Sony précise que l'incident est limité à cette seule plateforme et qu'il n'a pas eu d'impact sur le reste de son infrastructure. Fin juin, CLOP — qui se spécialise dans les rançongiciels — ajoutait Sony à sa liste de victimes, sans que l'entreprise communique publiquement sur le sujet jusqu'à aujourd'hui. Elle a toutefois fourni des outils permettant aux victimes de protéger leur identité (Equifax). Ce nouveau hack n'a pas de rapport avec celui qui a fait la une de l'actualité il y a quelques jours et qui était revendiqué par RansomedVC. Depuis, un autre groupe de pirates, MajorNelson, assure avoir réalisé le coup, en l'occurrence le vol de 260 Go de données. Difficile d'attribuer la responsabilité du coup, néanmoins les preuves fournies par les deux parties montrent que les données en question concernent des identifiants pour des systèmes internes, un outil de génération de licences, des certificats...

80 % des appareils Lenovo pourront être réparés par l'utilisateur d'ici 2025

Qu'ils le veuillent ou non, les constructeurs d'appareils électroniques vont devoir embrasser le droit à la réparation. Des législations sont en préparation aux États-Unis comme en Europe pour leur forcer la main. Lenovo a décidé de devancer l'appel. La meilleure défense reste encore l'attaque. Plutôt que d'être contraint par la loi ici et là dans le monde, Lenovo a annoncé que « plus de 80 % de nos appareils pourront être réparés chez le client,

par le client, ou par le canal de distribution », selon Luca Rossi, président du groupe Intelligent Devices du constructeur. L'entreprise compte atteindre cet objectif avec une approche « axée sur la facilité de maintenance ».

Une nécessité environnementale

Terminé les batteries, stockage SSD « et bien d'autres éléments » soudés et impossibles à remplacer dans les produits Lenovo. Ces composants seront au

contraire « accessibles pour que le client puisse effectuer les réparations chez lui, ce qui permettra de réduire considérablement les déchets », ajoute-t-il. Lenovo, qui est le premier constructeur mondial de PC, a plutôt bonne réputation dans le domaine de la réparabilité. Ses produits sont généralement assez simples à réparer. Contrairement aux Mac qu'Apple verrouille de plus en plus (mémoire vive, stockage, GPU...), il ne devrait pas être trop compliqué pour Le-

novo de remplir sa part du contrat du droit à la réparation. Il faudra cependant voir si cette bonne volonté s'étendra vraiment au-delà des PC, le constructeur étant aussi propriétaire de Motorola. L'urgence écologique va conduire l'Union européenne à serrer la vis pour que les smartphones et autres gadgets high tech durent plus longtemps. Mi-juin, le Parlement européen votait un texte imposant des batteries faciles à retirer et à remplacer.

Mots fléchés

Accoutumé		Plante comestible		Greffé		Sensible		Petits réipients		Poitrine		Clé musicale	
Frauduleusement		Capitale du Togo		Essayer		Révolte de bambin		Acide aminé					
Porteur de bacchantes										Organisation clandestine		Département	Rote
Auréolée													
						Fausse							
						Cité antique							
Roi de théâtre					Oeuvre lyrique						Our autrement		
Rapport de matheux					Praséodyme								
				Mustélidé							Cours court		
		Fleuve d'Afrique		Aimée de Casimodo							Brasserie		
Contractuelle													
Bordures de bois										Aride			
					Rame							Appeler la harde	
Pronom			Poney ariégeois							Petite surface			
			Andouiller							Affluent du Rhin			
Fromage blanc					Échelle		Individu		Balle gagnante				Mutisme
Renfort									Normand				
		Os de loup						Gâteaux					
								Lettres de noblesse					
Calcium symbolisé	Accumulation					Souverain déchu					Participe gai		
	Rendre sur					Nymphes					Cuit		
		Blessée								Problème d'ado		Île de France	
		Poème											
Grément								Raconte					
								Carte maîtresse					
Parfaite													
Poisson rouge							D'avant						
							Insulaire						
			Fils d'Isaac	Colorant								Chapardé	
Ville gardoise		Mise en garde						Id est			Petite cale		
		Le moi						Parvenue à terme			Rapace nocturne		
					Ils vont par deux								Précède les sciences
					Largeur de papier					Débute la gamme			
										Molybdène du labo			
De même niveau						Fleuve côtier			Équidé				
Étraves													
						Affaires commerciales							

Le Conseil de la nation tiendra, lundi, une séance plénière consacrée au vote de trois textes de loi, a indiqué, dimanche, un communiqué du Conseil. La séance plénière du Conseil, prévue à partir de 09h30, sera consacrée au vote du texte de loi définissant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, de la loi relative à la protection des terres de l'Etat et de la loi sur les forêts et les richesses forestières, ajoute le communiqué.



CEDEAO

Le déficit en énergie électrique ne favorise pas le développement économique

Le développement durable et inclusif, prôné par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ne pourra se concrétiser sans une électricité disponible et abordable, a estimé samedi à Cotonou un officiel de l'organisation.

Lors de la 15e réunion des ministres en charge de l'énergie de la CEDEAO, Sédiko Douka, commissaire de la CEDEAO en charge des Infrastructures, de l'Energie et de la Digitalisation, a déploré le fait que l'un des handicaps majeurs au développement socio-économique de l'espace communautaire reste l'alimentation électrique, aussi bien pour les ménages que pour les activités économiques.

"Malgré les importantes ressources énergétiques dont regorge la région, l'accès à l'énergie demeure encore une problématique majeure", a-t-il déclaré, regrettant le fait que le taux d'accès à l'électricité est de l'ordre de 54% en général et de moins de 10% en milieu rural. En d'autres termes, a-t-il souligné, près de 180 millions de personnes dans l'espace de la CEDEAO n'ont toujours pas accès à l'électricité. Pour faire face à ce défi, la CEDEAO a très tôt axé sa stratégie sur le développement d'un marché régional de l'électricité basé sur la promotion des échanges d'énergie à travers le développement des capacités de production régionales et l'interconnexion des réseaux électriques entre les Etats, a-t-il indiqué. La 15e réunion des ministres en charge de l'énergie de la CEDEAO, organisée du 5 au 7 octobre à Cotonou, est consacrée particulièrement à l'examen et à l'adoption de trois textes régionaux en lien avec le marché régional de l'électricité.

LE PRÉSIDENT DE LA COP28 L'A DÉCLARÉ :

Le monde ne peut pas «débrancher» le système énergétique actuel

Le président de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat, la COP28, a appelé dimanche les gouvernements à renoncer à leurs «fantasmes», comme l'abandon précipité des infrastructures énergétiques existantes pour atteindre les objectifs en matière de climat. «Nous ne pouvons pas débrancher le système énergétique d'aujourd'hui avant de construire le système de demain. Ce n'est tout simplement ni pratique ni possible», a déclaré Sultan Al Jaber à l'ouverture de la Semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, une conférence organisée par les Nations unies à Ryad. «Nous devons séparer les faits de la fiction, la réalité des fantasmes», a-t-il ajouté.

L'épineuse question qui se pose à la communauté internationale est de savoir comment et quand abandonner les combustibles fossiles, alors que les températures mondiales s'approchent du seuil de 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux de l'ère pré-industrielle. L'objectif de ne pas dépasser ce seuil a été fixé par l'accord de Paris en 2015.

JOURNÉE NATIONALE DE LA DIPLOMATIE

Une politique étrangère dynamique et proactive



La diplomatie algérienne, qui célèbre sa Journée nationale le 8 octobre, date de l'adhésion de l'Algérie aux Nations unies en 1962, continue, sous la conduite du président de la République à jouer un rôle déterminant pour un monde où règnent paix, stabilité, sécurité et développement global sur la base d'une série de principes qui constituent la doctrine du pays.

Célébré le 8 octobre de chaque année, cet événement coïncide avec le jour où le premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella, avait hissé le drapeau algérien au siège des Nations unies à New York, en 1962. La diplomatie algérienne s'est distinguée à travers l'Histoire par la constance de ses positions et la performance de ses actions, ce qui lui a conféré un rôle de premier rang dans la résolution des crises et conflits.

En ce sens, la Journée nationale de la diplomatie coïncide avec une conjoncture internationale marquée par une instabilité dans les pays du voisinage, mais aussi par des tensions internationales. Grâce à ses diplomates chevronnés, l'Algérie a réussi à mener les bons offices et régler des crises et conflits au niveau continental, tout en restant fidèle à ses principes et à sa ligne de conduite, à savoir la constance de ses positions et son refus catégorique de l'immixtion dans les affaires internes des pays.

Et c'est ainsi que les efforts de l'Algérie dans le règlement notamment des crises malienne et libyenne ont été à maintes reprises salués par la communauté internationale. Au Mali par exemple, l'Algérie, qui joue le rôle de chef de file de la médiation internationale, ne cesse d'appeler à l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord pour

la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger (conclu en 2015). Ou en Libye voisine, où la diplomatie algérienne a, maintes fois, réitéré sa position en faveur d'un règlement politique de la crise dans ce pays, à travers un dialogue libyo-libyen et son refus de toute ingérence étrangère. D'autres acquis sont également à mettre à l'actif de la diplomatie algérienne, consistant, entre autres, en l'accord historique de 1975 sur le différend territorial entre l'Irak et l'Iran, la libération des otages américains en 1981 ainsi que l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 2000. Autant de succès diplomatiques pour Alger qui continue aussi à défendre les causes justes et soutenir l'indépendance des pays colonisés, en tête desquels figurent le Sahara occidental et la Palestine.

Une diplomatie orientée en priorité vers l'Afrique

La célébration de la Journée nationale de la diplomatie est, par ailleurs, l'occasion de passer en revue les acquis réalisés notamment sous la conduite du président qui a fait de la diplomatie algérienne son cheval de bataille dès son investiture à la magistrature suprême en 2019.

Depuis, la diplomatie algérienne connaît une dynamique importante et enregistre de nombreuses réalisations. La dernière en date, l'élection, fin septembre à Vienne, de l'Algérie à l'unanimité par la 67e conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en tant que membre au Conseil des gouverneurs de l'agence pour la période 2023-2025, après avoir bénéficié du soutien du groupe africain des délégués permanents auprès

des organisations internationales à Vienne.

Cette élection vient s'ajouter aux réalisations antérieures de l'Algérie nouvelle, notamment son élection en tant que membre au Conseil des droits de l'Homme et membre non-permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans ce contexte, le président de la République a, maintes fois, affiché son attachement à mobiliser la diplomatie algérienne dans la défense des causes, intérêts et priorités de l'Afrique, notamment à l'occasion du prochain mandat de l'Algérie au Conseil de sécurité, un mandat que M. Tebboune s'est engagé à consacrer au continent africain et d'en faire un porte-voix de solidarité, de coopération et d'entraide entre les pays et peuples africains.

D'ailleurs, l'Algérie s'efforce déjà de trouver une solution politique à la crise au Niger à travers l'initiative proposée fin août par le chef de l'Etat, suivie par l'acceptation des autorités nigériennes de la médiation d'Alger.

Cette démarche vient s'ajouter à la médiation devant être engagée par l'Algérie pour contribuer aux efforts visant une solution pacifique à la crise en Ukraine, garantissant le respect des principes stipulés par la Charte des Nations unies et tenant compte des préoccupations sécuritaires des parties concernées.

L'Algérie est aussi un des Etats membres du Comité africain de haut niveau chargé du suivi de la mise en œuvre de l'accord de paix revitalisé, pour mettre fin au conflit au Soudan du Sud.

Outre les crises politiques et les conflits armés, le fléau du terrorisme demeure une préoccupation majeure pour l'Algérie et le principal défi pour la paix et la sécurité sur l'ensemble du continent africain, notamment dans la région du Sahel. Ainsi, la lutte contre ce phénomène figure parmi les approches du président Tebboune en sa qualité de coordonnateur de l'Union africaine (UA) sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

La diplomatie a toujours été pour l'Algérie, l'instrument qui lui a permis de se manifester sur le plan international et de faire entendre sa voix. Fidèle à ses principes et constante dans ses positions, l'Algérie n'a jamais dévié de sa ligne doctrinale qui consiste à mettre au service des pays encore sous le joug colonial et des causes justes, son expérience, son savoir-faire et ses moyens pour rétablir la paix et la stabilité et leur permettre d'arracher leur indépendance.